



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

L'accélération de la crise ouvre une perspective au développement de la lutte de classe

Depuis le début de l'année, les licenciements tombent par centaines de milliers dans les pays les plus industrialisés. Dans ces conditions il devient plus difficile à la classe dominante de continuer à raconter des sornettes aux ouvriers, comme elle le fait depuis dix ans, sur la bonne santé de l'économie capitaliste. A partir de l'effondrement du bloc de l'Est, constitué de pays tout aussi capitalistes que ceux du bloc de l'Ouest (et n'ayant rien à voir avec le communisme), effondrement présenté comme une victoire de la démocratie, la bourgeoisie des pays développés a su créer l'illusion d'un capitalisme éternel ayant surmonté ses contradictions. Pour maintenir et renforcer cette mystification, elle a pu s'appuyer pendant toute cette période des années 90 sur certains indicateurs économiques qui semblaient lui donner raison : une croissance posi-

tive, ininterrompue pendant dix années consécutives aux Etats-Unis et une absence de récession évidente dans la plupart des pays industrialisés européens. La force de persuasion de la propagande moderne a permis que tout ce qui venait démentir ce tableau idyllique soit en fait écarté du "bilan". L'effondrement de certaines économies asiatiques en 1997 considérées jusque-là comme des modèles de dynamisme économique était mis sur le compte d'une gestion irresponsable ! Dix années de quasi-stagnation, voire de récession de l'économie japonaise, étaient mises sur le compte des archaïsmes de cette société, pour autant la deuxième puissance économique mondiale ! Quant à l'aggravation de la misère considérable sur toute la planète pendant cette période et à la paupérisation absolue de la classe ouvrière dans les grands centres capitalistes, ce n'est

pas cela qui peut empêcher la bourgeoisie de pérorer sur la bonne santé de son économie. Mais, comme elle ne peut pas faire totalement l'impasse sur ce sujet, en particulier quand c'est la gauche du capital qui se trouve aux commandes de l'Etat, on parle alors "d'injustices", "d'exclus de la croissance" qui sont pris en compte et qu'on s'efforcera de corriger par des "réformes".

Pendant toute cette période, anesthésiée par la propagande bourgeoise cherchant à reléguer la lutte des classes au musée des antiquités, la classe ouvrière a connu les pires difficultés pour résister à des attaques bien réelles. Ainsi, le développement de la misère et de la barbarie pendant ces dix dernières années ne constitue pas le seul fléau à l'actif du système. Tout aussi dramatique a été cette capacité de la bourgeoisie de retarder encore le moment où, à tra-

vers des luttes de plus en plus massives, la classe ouvrière reprendra confiance en ses propres forces. Ainsi la classe bourgeoise a été capable de renvoyer à plus tard la perspective de combats de plus en plus décidés, unis et conscients de la classe ouvrière qui seront à même de dégager la perspective tangible de renversement du capitalisme, seule alternative possible à l'enfoncement de la société dans la barbarie.

La réussite d'une telle politique, à laquelle la stratégie de gauche au gouvernement a apporté une contribution essentielle, a été en partie permise par le rythme d'aggravation de la crise. Ce faisant, non seulement la bourgeoisie ne résolvait en rien la crise de son système, mais en reportait les contradictions à plus tard, en les aggravant encore. L'effondrement des cours de la "nouvelle" économie entamé l'année dernière avait déjà constitué une sérieuse alerte quant à la santé réelle du capitalisme. La bourgeoisie s'en était alors tirée en invoquant les bienfaits d'une purge salutaire permettant à l'"ancienne" économie de reprendre sa place. Il semble que l'heure des comptes ait sonné comme le constatent avec effroi certains de ses médias (ceux destinés à un public restreint) : "L'économie mondiale est au bord du gouffre" (Rapport sur le commerce et le développement 2001, Genève, 24 avril 2001) ou encore "la croissance chute partout, l'industrie du monde ne tourne qu'à 66% de sa capacité" (1). Et pourquoi cela ? Parce que malgré un endettement faramineux qui ne pourra jamais être remboursé, il n'y pas assez de débouchés pour absorber la production capitaliste. Le capitalisme décadent ne peut échapper à la permanence de sa crise de surproduction. C'est cette même réalité que traduisent bien les éléments suivants concernant les Etats-Unis : "le boom de ces dernières années s'est appuyé sur l'endettement" ; "cette économie malade de ses dettes exige des injec-

tions estimées entre 400 et 500 milliards de dollars par an pour être maintenue en vie" (1). Un incident de parcours de plus en perspective comme on nous a souvent présenté des moments d'aggravation de la crise ? Pas vraiment : "On assiste aux premiers craquements d'une récession économique qui risque d'être la plus grave depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale." (1)

Oui mais, nous dira-t-on, tout cela c'est aux Etats-Unis, en Europe c'est différent et en France c'est beaucoup mieux ! Non plus : "la récession américaine qui s'annonce pourrait avoir des répercussions dévastatrices sur l'économie mondiale" (1).

En conséquence, c'est à la poursuite et l'amplification d'attaques massives contre la classe ouvrière qu'il faut s'attendre. Il est clair que la bourgeoisie mettra tout en œuvre pour répartir ces attaques dans le temps, en fonction d'une stratégie destinée à limiter le plus possible leurs effets sur le développement de la lutte de classe. Elle s'appliquera aussi à fausser la perception que les exploités auront de cette aggravation de la crise. Malgré cela, la bourgeoisie ne pourra empêcher le développement de la réflexion dans la classe ouvrière sur la faillite du système et le développement de la lutte de classe.

Aussi, malgré l'aggravation de toutes les formes de souffrances pour l'humanité qu'une nouvelle plongée du capitalisme mondial dans la crise va charrier avec elle, les révolutionnaires ne peuvent que l'accueillir comme une circonstance favorable qui, en hâtant le cours de la lutte de classe, participe de renforcer l'unique perspective de sauver l'humanité, la révolution communiste mondiale.

B (24 mai)

(1) Citations de l'article "Menaces sur l'économie mondiale" du Monde Diplomatique de mai 2001.

REVOLTES EN KABYLIE

Le désordre règne à Tizi-Ouzou

Le ramassis d'assassins qui compose l'Etat algérien a encore laissé libre cours à sa folie meurtrière. En réprimant sauvagement les manifestations qu'a connues la Kabylie entre le 22 avril et le 6 mai, le pouvoir algérien manifeste cet amour si cher de "l'ordre" qui caractérise la classe bourgeoise dans tous les pays du monde. C'est près de 60 personnes tuées, des jeunes, des enfants encore pour la plupart, et plus de 600 autres blessées, parfois mutilées, pour avoir été tirées comme des lapins par les unités anti-émeutes de la gendarmerie. Celle-ci a fait feu à balles réelles le prétexte à peine croyable ... qu'il n'y avait plus de balles en caoutchouc !

Quelles étaient les causes et les motivations de ces manifestations massives qui ont rapidement pris l'allure d'émeutes et de guerre de rues, d'attaques en règle des bâtiments publics et de gendarmeries notamment ? Les causes immédiates sont simples et brutales : un lycéen s'est fait lyncher dans un commissariat le 18 avril, et l'arrestation musclée de 3 autres lycéens dans la région de Béjaïa le 22 avril pouvait laisser penser qu'ils subiraient le même sort. Ce type de comportement des forces de "sécurité" a rapidement fait penser qu'il pouvait s'agir d'une nouvelle provocation de la part des clans qui se partagent l'Etat, d'autant que "depuis trois semaines, la région était chauffée à blanc par de nombreux incidents" (Libération 30 avril 2001). De la même façon, le journal Le Monde du 30 avril faisait état que "la rumeur qui court en

Kabylie, c'est qu'il s'agit d'une provocation délibérée d'une partie du pouvoir qui veut jeter de l'huile sur le feu dans la région, pour trancher des conflits internes en son sein".

De telles provocations ne sont pas impossibles et correspondent effectivement au mode de fonctionnement habituel de l'Etat algérien, dominé par les rivalités entre fractions de l'armée qui détient la réalité du pouvoir, de la sécurité militaire ou de la gendarmerie. En particulier les difficultés actuelles du président Bouteflika, pour tant mis en place par l'armée en remplacement de Zéroual en 1999, montrent qu'il n'a plus le soutien total de celle-ci. Par exemple, à la différence d'octobre 1988 où c'est l'armée qui avait noyé dans le sang les émeutes, faisant des centaines de victimes, cette fois, elle a laissé les forces de gendarmerie de l'Etat accomplir la sinistre besogne du maintien de l'ordre, tandis que des journaux contrôlés par les militaires n'hésitaient pas à accabler le président.

Par ailleurs, le projet de Bouteflika de "concorde civile" pour en finir avec une guerre civile qui a fait plus de 200 000 morts ces dix dernières années, est un lamentable échec. Tout au plus a-t-il permis à quelques leaders islamistes, assassins notoires, de reprendre place parmi leurs pairs dans le cadre "légal" de l'Etat, tout en aggravant les tensions avec l'armée qui ne veut pas être le dindon de cette farce réconciliatrice. On assiste ainsi ces derniers mois à une

augmentation des tueries quotidiennes qui terrorisent la population civile, sans qu'il soit vraiment possible de savoir précisément qui, des GIA, de l'AIS ou de l'armée, se trouve derrière ces massacres.

Il est donc très probable que l'armée prépare déjà l'après-Bouteflika en le discréditant largement dans la population. Ce serait un régime de faveur en comparaison au traitement réservé au président Mohamed Boudiaf, purement et simplement liquidé le 29 juin 1992, alors que c'est l'armée elle-même qui l'avait tiré de son exil pour le mettre à la tête du Haut Comité d'Etat, à la suite du coup d'Etat de janvier 1992 qui, en voulant empêcher la victoire du FIS aux élections législatives, a été le déclencheur de la guerre civile.

Si on ne peut écarter que des fractions de la bourgeoisie militaire algérienne aient joué un rôle dans les événements récents, ce n'est pas pour autant la cause fondamentale du caractère massif et déterminé des manifestations. C'est bel et bien l'effroyable état de décomposition économique et sociale de l'Algérie qui pousse à la révolte des populations de plus en plus désespérées.

Si dans un premier temps, la grande presse algérienne et française (surtout Le Monde et Marianne) a mis en avant la spécificité culturelle berbère, il lui a bien vite fallu reconnaître que "les demandes économiques et sociales ont

(SUITE PAGE 5)

Dans ce numéro

France

- Pour renforcer nos luttes, refusons la division syndicale p. 3
Rapport de l'INSEE : Quand la bourgeoisie compte ses pauvres p. 3
L'arnaque de emplois jeunes p. 3

XIVe Congrès du CCI

- Résolution sur la situation internationale :
I La lente agonie de l'économie capitaliste p. 2

Une nouvelle brochure du CCI

- La Gauche communiste de France p. 4

Situation internationale

- Espagne : ni terrorisme basque, ni défense de la démocratie bourgeoise
Les ouvriers n'ont aucun camp à choisir p. 5
Affrontements Israël - Palestine
Alternative Libertaire défenseur de l'Etat - nation p. 4

Marxisme et éducation

- Une classe plongée dans l'ignorance peut se révolter
mais pas faire la révolution p. 8

RÉSOLUTION SUR LA SITUATION INTERNATIONALE

I- La lente agonie de l'économie capitaliste

Le CCI vient de tenir son 14e congrès. Nous publions ci-dessous la première partie de la résolution sur la situation internationale consacrée à la crise économique.

1. L'alternative à laquelle l'humanité est confrontée en ce début du 21e siècle est la même qu'au début du 20e: la chute dans la barbarie ou le renouveau de la société par la révolution communiste. Les marxistes révolutionnaires, qui, durant la période tumultueuse de 1914-1923, insistèrent sur ce dilemme incontournable, auraient pu à peine imaginer que leurs héritiers politiques soient encore obligés d'insister là-dessus au début du nouveau millénaire.

En fait, même la génération des révolutionnaires "post 68" qui a surgi de la reprise des luttes prolétariennes après la longue période de contre-révolution commencée durant les années 20, ne s'attendait pas vraiment à ce que le capitalisme en déclin fût si habile à survivre à ses propres contradictions, comme il l'a prouvé depuis les années 60.

Pour la bourgeoisie, tout ceci est une preuve de plus que le capitalisme est l'ultime et maintenant la seule forme de société humaine et que le projet communiste n'a jamais été rien de plus qu'un rêve utopique. La chute du bloc "communiste" en 1989-91 a apporté une apparence de vérification historique à cette notion, pierre angulaire nécessaire de toute l'idéologie bourgeoise.

Présentant avec habileté la chute d'une partie du système capitaliste mondial comme la disparition finale du marxisme et du communisme, la bourgeoisie, depuis ce moment, a conclu, à partir de cette hypothèse fautive, que le capitalisme serait entré dans une nouvelle phase plus dynamique de son existence.

D'après ce point de vue :

- pour la première fois le capitalisme serait un système global ; la libre application des lois du marché ne serait plus entravée par les lourds obstacles "socialistes" dressés par les régimes staliniens et leurs imitateurs ;

- l'utilisation des ordinateurs et du réseau Internet aurait révélé non seulement une immense révolution technologique mais aussi un nouveau marché illimité ;

- la concurrence entre nations et les guerres seraient devenues des choses du passé ;

- la lutte de classe disparaîtrait aussi car la notion de classe elle-même serait périmée ; et de plus, la classe ouvrière serait une relique du passé.

Dans ce nouveau capitalisme dynamique, la paix et la prospérité seraient à l'ordre du jour.

La barbarie serait bannie et le socialisme deviendrait une totale absurdité inapplicable.

2. En fait, toutes ces fables ont été systématiquement réfutées au cours de la décennie commencée en 1991. Chaque nouveau gadget idéologique utilisé pour prouver que le capitalisme pourrait offrir à l'humanité un avenir radieux s'est avéré défectueux, comme un jouet bon marché qui se casse dès qu'on joue avec. Les générations futures regarderont sûrement avec le plus grand mépris les fausses justifications avancées par la bourgeoisie au cours de cette décennie ; elles verront certainement cette période comme une période de cécité, stupidité, horreur et souffrance sans précédent.

La prévision marxiste, selon laquelle le capitalisme a pu survivre après avoir

cessé d'être utile à l'humanité, a déjà été confirmée par les guerres mondiales et les crises généralisées de la première moitié du 20e siècle. La prolongation de ce système sénile dans sa phase de décomposition, qui représente la véritable "nouvelle" période dont l'entrée fut marquée par les événements de 1989-91, apporte de nouvelles preuves à cette prévision.

Aujourd'hui, ce à quoi l'humanité doit faire face n'est pas simplement la perspective de la barbarie : la descente a déjà commencé et elle porte en elle le danger de saper toute tentative de future régénération sociale. Mais la révolution communiste, logiquement le point culminant de la lutte de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste, n'est pas une utopie, contrairement aux campagnes de propagande de la classe dominante. Cette révolution demeure une nécessité requise par l'agonie mortelle du mode de production actuel, et en même temps représente une possibilité concrète, étant donné que la classe ouvrière n'a ni disparu, ni été vaincue de façon décisive.

3. Toutes les promesses faites par la classe dirigeante sur la nouvelle ère de prospérité inaugurée par la "victoire du capitalisme sur le socialisme" ont montré l'une après l'autre qu'elles n'étaient que des bulles vides de toute substance :

- d'abord on nous a dit que l'effondrement du "communisme" et l'ouverture de vastes et nouveaux marchés dans les pays de l'ex-bloc de l'Est allaient restimuler le capitalisme mondial. En fait, ces pays n'étaient pas à l'extérieur du système capitaliste, mais simplement des Etats capitalistes arriérés incapables de rivaliser avec les pays du bloc de l'Ouest sur un marché mondial saturé. Le fait qu'il n'y avait plus de place pour aucune autre économie capitaliste importante, a contraint ces pays à s'enfermer derrière des barrières protectionnistes, pendant que leur chef de file, l'URSS, ne faisait qu'essayer de faire concurrence à son rival occidental sur le plan militaire. L'ouverture de ces économies au capital des pays les plus industrialisés n'a fait que souligner leurs faiblesses intrinsèques et n'a servi qu'à plonger leurs populations dans une misère encore plus profonde que sous les régimes staliniens : effondrement de secteurs entiers de la production, chômage massif, pénurie de biens de consommation, inflation, corruption endémique, salaires non payés depuis des mois, délabrement des services sociaux, convulsions financières toujours plus importantes, et l'échec répété de tous les trains de "réformes" imposés par l'Occident. Loin d'être un cadeau pour les économies occidentales, l'ex-bloc de l'Est représente la menace d'un lourd fardeau. Ceci est évident en Allemagne, où la partie orientale est clairement à la traîne de toute l'économie ; mais aussi à plus grande échelle, si on considère les masses gigantesques de capital qui ont été injectées dans les puits sans fonds que sont ces économies, et ce sans retour tangible, et maintenant le flux croissant de réfugiés fuyant les chaos économiques et militaires que sont les Balkans ou l'ex-URSS.

- puis ce fut le tour en Extrême-Orient des "tigres et dragons" qui allaient montrer au reste du monde le chemin à suivre, forts de leurs phénomènes chiffrés de croissance. Ces économies ont très rapidement prouvé qu'elles n'étaient qu'un autre mirage. Initialement, au

cours de la période des deux blocs, elles avaient été artificiellement bâties de toutes pièces par le capitalisme US pour servir de coupe-feu contre l'extension du "communisme" ; leur croissance spectaculaire des années 80 et 90 a été basée sur le même terrain marécageux que le reste de l'économie mondiale : recours massif au crédit, lui-même un produit de l'insuffisance de nouveaux marchés pour le capital global. La crise de 1997, tout aussi spectaculaire, en a été une preuve : il a suffi que le recouvrement des dettes soit demandé pour que le château de cartes s'écroule. Et alors qu'une série de mesures de replâtrage, conduites par les Etats-Unis, ont permis de maintenir cette crise à l'intérieur de certaines limites et l'ont empêché de provoquer une récession ouverte en Occident, la stagnation durable de l'économie japonaise, longtemps considérée comme imbattable, est une preuve que l'Extrême-Orient ne pourra plus fournir de nouvelle "locomotive". L'état de l'économie japonaise représente un tel danger qu'elle émet périodiquement une onde de panique à travers le monde : ainsi quand le ministre japonais des finances a déclaré son pays en banqueroute. Et en dépit de l'apparition de nouvelles versions du mythe du "péril jaune" du début du 20e siècle, il y a encore moins de chances que la Chine puisse devenir un nouveau moteur de développement économique. Quel que soit le développement économique en Chine, il est également basé sur un endettement massif : en outre, il n'a pas empêché des millions d'ouvriers de se retrouver en chômage de longue durée tandis que quelques autres millions de travailleurs n'ont pas été payés depuis longtemps.

- le dernier grand espoir du capitalisme a été fondé sur les performances de l'économie US, avec ses "dix années de croissance ininterrompue", et en particulier sur son rôle moteur dans la nouvelle économie basée sur le réseau Internet. Mais la "net-économie" a prouvé qu'elle n'était qu'une promesse avortée dont les commentateurs bourgeois eux même se sont moqués.

Les "start-ups" et autres "compagnies.com" font faillite à un taux faramineux, la plupart d'entre elles montrant qu'elles ne représentent rien d'autre qu'une tromperie spéculative, résumé symbolique de la tromperie réelle : le capitalisme pourrait se sauver lui-même en fonctionnant comme un immense grand magasin électronique. De plus, la chute de la "nouvelle économie" est elle-même le reflet des problèmes plus profonds qui affectent ouvertement l'économie américaine toute entière. Ce n'est maintenant plus un secret que :

- le "boom" des Etats-Unis était basé sur une envolée astronomique de l'endettement qui était directement le fait des entreprises et des particuliers et qui a abouti à un taux d'épargne négatif pour la première fois depuis des décennies. Les taux de croissance gigantesques dont la bourgeoisie s'enorgueillit se fondent en réalité sur un système financier qui devient de plus en plus fragilisé du fait de la folie spéculative et sur une accentuation des attaques contre les conditions de vie des ouvriers : l'accroissement du travail précaire, les coupes claires dans le salaire social, le détournement d'une part croissante des salaires ouvriers vers le casino de la bourse.

- En tout cas, ce "boom" est maintenant du passé et on parle de plus en plus d'un basculement des Etats-Unis vers la

récession. Non seulement les "compagnies.com", mais de larges secteurs de la production ont de grandes difficultés.

En dépit de ces signes alarmants, la bourgeoisie continue de parler de "booms" particuliers en Grande-Bretagne, en France, en Irlande ... mais ce n'est en fait que pour se rassurer elle-même.

Etant donné que les autres pays industriels dépendent étroitement de leurs investissements aux USA, la fin évidente des "dix années de croissance US" ne peut manquer d'avoir de sérieuses répercussions à travers le monde industrialisé.

4. Le mode de production capitaliste est entré dans sa crise historique de surproduction au début du 20e siècle – en fait dès cette époque le capitalisme s'est globalisé, "mondialisé".

Simultanément, il a atteint les limites de son expansion vers l'extérieur et a établi les fondations de la révolution prolétarienne mondiale. Mais l'échec, par la classe ouvrière, à exécuter la sentence de mort au système a signifié que le capitalisme a pu survivre malgré le poids croissant de ses contradictions internes. Le capitalisme ne cesse pas simplement de fonctionner une fois qu'il ne représente plus un facteur de progrès historique. Au contraire, il continue de "croître" et de fonctionner, mais sur une base malsaine qui plonge l'humanité dans une spirale catastrophique.

En particulier, le capitalisme décadent est entré dans un cycle de crise-guerre-reconstruction qui a marqué les deux premiers tiers du 20ème siècle. Les guerres mondiales ont permis une redistribution du marché mondial et la reconstruction qui a suivi lui a fourni un stimulant temporaire.

Mais la survie du système a aussi nécessité une intervention politique accrue de la part de la classe dominante, qui a utilisé son appareil d'Etat pour se jouer des lois "normales" du marché, surtout par des politiques de déficit budgétaire et en créant des marchés artificiels par l'usage du crédit. Le krach de 1929 a prouvé à la bourgeoisie que le processus de reconstruction d'après guerre ne pouvait, en lui-même, que culminer en une crise mondiale généralisée après une seule décennie ; en d'autres termes, il n'était plus possible de retrouver de façon ferme et durable le niveau de production capitaliste par un retour à l'application "spontanée" des lois commerciales. La décadence du capitalisme est précisément l'expression de l'antagonisme entre les forces de production et sa forme marchande ; donc, dans cette période, la bourgeoisie elle-même est amenée à agir de plus en plus en désaccord avec les lois naturelles de la production de marchandise tout en étant régie par ces mêmes lois.

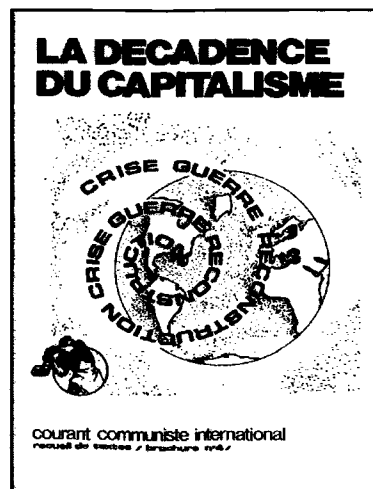
C'est pourquoi les Etats-Unis ont consciemment financé la reconstruction de 1945, en utilisant ce mécanisme qui apparaît irrationnel : en prêtant de l'argent à ses clients afin qu'ils constituent un marché pour ses biens. Et une fois atteintes les limites de cette absurdité, au milieu des années 60, la bourgeoisie mondiale n'a fait que repousser plus haut le niveau de l'interventionnisme. Durant la période des blocs impérialistes, cette intervention était en général coordonnée par des mécanismes à l'échelle des blocs ; et la disparition des blocs, en même temps qu'elle a introduit de dangereuses tendances centrifuges tant au niveau économique qu'au niveau impérialiste, n'a pas conduit à la

disparition de ces mécanismes internationaux : en fait, on les a vus renaître et même se revigorer en institutions le plus souvent identifiées comme les principaux agents de la "mondialisation" telle l'OMC. Et même si ces organismes fonctionnent comme un champ de bataille entre les principaux capitaux nationaux ou comme des coalitions entre des groupements géopolitiques particuliers (NAFTA – association de libre échange nord américaine -, UE, etc.) ils expriment la nécessité fondamentale pour la bourgeoisie d'empêcher une totale paralysie de l'économie mondiale. Ceci s'est concrétisé, par exemple, par les efforts persistants des Etats-Unis de se porter garants de leur principal rival économique, le Japon, même si cela a aussi signifié renflouer les énormes dettes du Japon par encore plus de dettes.

Cette tricherie organisée sur la loi de la valeur à travers le capitalisme d'Etat ne supprime pas les convulsions du système ; simplement elle les reporte ou les déplace. Elle les reporte dans le temps, en particulier pour les économies les plus avancées, en évitant continuellement le glissement vers la récession ; et elle les déplace dans l'espace en repoussant leurs pires effets vers les régions périphériques du globe, qui sont plus ou moins abandonnées à leur sort, sauf quand elles servent de pion sur l'échiquier inter-impérialiste. Mais même dans les pays avancés, ce report de récessions ouvertes ou de dépressions se fait encore sentir par des pressions inflationnistes, des "mini-krachs" boursiers, le démantèlement de pans entiers de l'industrie, l'écroulement de l'agriculture, et le délabrement des infrastructures (routes, rail, services) qui va en s'accéléralant, etc. Ce processus inclut aussi des récessions avouées, mais le plus souvent la profondeur réelle de la crise est délibérément masquée par les manipulations conscientes de la bourgeoisie. C'est pourquoi la perspective pour la période à venir est une longue et lente descente vers les abysses, ponctuée, sans que cela se termine, de plongées de plus en plus violentes. Mais il n'existe pas, dans l'absolu, de point de non-retour pour la production capitaliste, en termes purement économiques : bien avant que ce point puisse en théorie être atteint, le capitalisme aura été détruit, soit par la généralisation de sa tendance vers la barbarie, soit par la révolution prolétarienne.

.....

Nous publierons dans les prochains numéros de *Révolution Internationale*, les parties suivantes de cette résolution, consacrées aux tensions impérialistes et à la lutte de classe.

Lisez
notre brochure

Pour renforcer nos luttes, refusons la division syndicale

Au cours de ces derniers mois, la classe ouvrière a démontré sa volonté de se battre face à des attaques qui n'épargnent aucun aspect de ses conditions de vie et de travail dans le secteur public comme dans le secteur privé.

La montée de la combativité ouvrière ne cesse ne s'affirmer en France dans les transports publics, dans le secteur hospitalier, à la Poste, dans les télécoms, à l'ANPE, les centres de sécurité sociale où les ouvriers sont poussés à se mobiliser pour défendre leur salaire ou face à une dégradation des conditions de travail aussi bien que pour défendre leur

emploi face à des plans de licenciements chez Danone, Marks & Spencer, Valeo, Péchiney, Moulinex-Brandt, AOM-Air Liberté, Aventis, Thomson, Bata et bien d'autres.

Pourtant, ces luttes quasi-simultanées qui touchent tous les secteurs d'activité, au lieu de déboucher sur un sentiment de force et de développer une dynamique unitaire de prise de confiance en soi des prolétaires, restent au contraire marquées par un profond isolement les unes par rapport aux autres et se soldent par un profond déboussolement dans les rangs ouvriers.

La responsabilité de cette situation incombe aux manœuvres de tous ceux qui se font passer pour des défenseurs des ouvriers, et qui, en réalité, n'investissent le terrain social que pour disperser, diviser, isoler, affaiblir et stériliser au maximum la riposte des prolétaires.

Ainsi, ceux qui se font passer pour des "champions de la lutte de classe" sous prétexte de lutte radicale, comme les "nouveaux syndicats" (Sud, le "Groupe des dix") ou les syndicats qui se disent "autonomes", poussent les ouvriers à s'enfermer dans l'impasse du corporatisme, en mettant en avant des

revendications catégorielles (comme chez les roulants de la SNCF ou les sages-femmes en avril dernier) dans lesquelles les autres prolétaires à l'intérieur même de l'entreprise ou du secteur ne peuvent nullement se reconnaître.

Sont des ennemis de classe tous ceux qui entraînent, d'une façon ou d'une autre, les ouvriers à identifier leurs intérêts avec la défense de leur entreprise. Quand ils organisent des journées d'actions nationales ou inter-entreprises comme celles du 22 mai pour la CGT ou du 9 juin pour les autres syndicats, ce n'est que dans le but de pousser les ouvriers à réclamer une participation aux décisions de l'entreprise et afin de semer l'illusion d'une autre gestion possible du capitalisme. C'est d'ailleurs la "nouvelle" grande revendication mise en avant par la CGT de Bernard Thibault selon laquelle les ouvriers devraient s'investir davantage dans les conseils d'administration ou les instances paritaires en leur faisant croire qu'ils pourraient peser davantage sur les décisions de l'entreprise. Cette campagne idéologique est avant tout destinée à masquer aux yeux des prolétaires le caractère totalement antagonique et inconciliable de leurs intérêts avec ceux de l'entreprise qui les exploite.

à réclamer un arbitrage de l'Etat, une législation "plus sociale" du gouvernement comme si l'Etat se situait au dessus des classes, comme si le gouvernement n'était pas un rouage essentiel de l'exploitation capitaliste. Du PCF qui ne renâcle à voter le projet de loi sur "la modernisation sociale" du gouvernement, que pour faire miroiter un meilleur encadrement juridique et législatif des plans de licenciements, à LO qui réclame une loi interdisant les licenciements, il s'agit toujours d'agiter la même mystification d'une alternative gestionnaire et réformiste et finalement de masquer aux yeux des salariés la faillite globale du capitalisme.

Tous ces gens-là se partagent le même travail de sabotage de toute initiative ouvrière et ne sont présents dans les luttes ou les manifestations que pour empêcher la classe ouvrière de développer sa propre dynamique de classe en lutte. Tout est fait pour empêcher les ouvriers de prendre conscience que la seule façon de prendre en charge leur combat, c'est de lutter de la façon la plus massive et unitaire, c'est d'étendre leur combat au delà de la corporation, de l'entreprise, du secteur, en renouant avec ses propres expériences de luttes accumulées au cours des années 70 et des années 80.

En fait, le développement d'une lutte ouvrière unitaire et son extension nécessitent de ne pas laisser la maîtrise du combat aux mains de prétendus défenseurs des ouvriers ou spécialistes de la lutte que sont les syndicats. Pour créer et développer un rapport de forces favorable à l'ensemble de la classe ouvrière, les ouvriers doivent nécessairement organiser et diriger eux-mêmes leur lutte à tous les niveaux. Pour que leur préoccupation centrale soit une extension toujours plus large du combat de classe vers d'autres entreprises, d'autres secteurs, les ouvriers doivent réapprendre à s'organiser en assemblées générales, ouvertes à tous les autres prolétaires, actifs ou chômeurs, sans barrière corporatiste ni sectorielle, dont toutes les décisions souveraines, mises en application par des délégués élus et révocables à tout moment, pourront seules assurer et orienter l'extension du combat de classe.

CB (24 mai)

RAPPORT DE L'INSEE

Quand la bourgeoisie compte ses pauvres

La publication du dernier rapport de l'INSEE (1) sur la pauvreté en France, a donné lieu à un regain d'intérêt aussi consensuel que fugace pour tous ceux dont les revenus sont inférieurs "à la moitié du revenu disponible médian par uc" (2), c'est à dire... les pauvres (lisez moins fort, s'il vous plaît !). Cette nouvelle crise d'idolâtrie statistique cherche à nous faire prendre pour argent comptant les très doctes rapports concoctés par les pléthoriques organismes servant de thermomètres sociaux de la bourgeoisie. Cerise sur le gâteau de ces centres d'études, l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, mis en place sous le haut patronage de Martine Aubry en 1999 a rendu son premier rapport en octobre 2000. C'est de ce rapport que *Le Monde*, *l'Humanité* ou *Lutte Ouvrière* tirent l'affirmation selon laquelle la pauvreté aurait globalement reculé de moitié entre 1970 et aujourd'hui, passant de 15,7% en 1970 à 7% en 1997 (soit tout de même 1,6 million de ménages représentant environ 5 millions de personnes) (1), même si cette pauvreté touche de plus en plus les salariés actifs et les jeunes. La pauvreté serait stabilisée en France depuis 1984, reculerait même légèrement depuis 1999. Ah ! Voilà une bonne nouvelle qui met du baume au cœur... à défaut de beurre dans les épinars ! Oh, bien sûr, tous ces hérauts de la bourgeoisie tempèrent leur émotion par le fait qu'il suffit de très légers tripotouillages pour modifier sensiblement le résultat de ces statistiques. Par exemple, un seuil de pauvreté relevé de 700 francs seulement, suffirait à faire passer le nombre de "travailleurs pauvres" de 1.3 à 2.4 millions (*Le Monde* du 26 février 2001). On peut également noter qu'en prenant comme base la moitié du salaire médian plutôt que le salaire moyen comme dans les autres pays européens, on diminue considérablement le taux de pauvreté relative, puisque le salaire moyen tend de plus en plus à dépasser le salaire médian, ce qui signifie au passage que la tendance est à l'augmentation du nombre des emplois mal payés et à l'envol des très hauts salaires. Enfin, en grattant un peu dans le rapport de l'Observatoire, on découvre également que :

- jusqu'en 1990, certaines prestations (handicapés, logement, éducation, etc.) n'étaient pas prises en compte dans les revenus ;
- le mode de calcul de "l'uc" a changé récemment et "*il en résulte que les familles nombreuses apparaissent moins souvent pauvres qu'avec l'échelle utilisée antérieurement*" (p. 23) ;

Mais laissons à la bourgeoisie le soin de compter "ses" pauvres comme bon lui chante. Si nous pouvons affirmer que la pauvreté réelle a explosé ces trente dernières années, c'est parce que nous nous appuyons sur un cadre d'analyse marxiste et non sociologique, en particulier sur la réalité de la crise historique du capitalisme et sur la tendance au développement du capitalisme d'Etat.

Le capitalisme a toujours connu un processus de paupérisation de larges fractions de la classe ouvrière, que ce soit au travers de la constitution d'une "armée industrielle de réserve" de chômeurs, ou par la pression à la baisse des salaires imposée par la concurrence. Mais tant que durait le caractère cyclique des crises capitalistes, les phases d'expansion permettaient de réintégrer les ouvriers exclus et d'accorder des améliorations réelles des conditions de vie. Avec l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence au début du 20e siècle, et particulièrement depuis la réouverture de la crise à la fin des années 60, c'est de façon continue que la bourgeoisie est obligée d'attaquer le prolétariat, avec plus ou moins d'intensité suivant les conjonctures particulières. En même temps, la bourgeoisie maquille le caractère massif et généralisé de ces attaques au travers de mesures de capitalisme d'Etat. Elle le fait notamment en favorisant la flexibilité et le sous-emploi : temps partiel imposé, contrats de courte durée, alternance de périodes chômées et actives, etc. La pression sur les salaires est à la mesure de la concurrence acharnée que développe la crise et de la baisse du taux de profit. C'est ce que traduit par exemple la stagnation du salaire médian, et le recul du salaire réel ces dernières années pour bon nombre d'ouvriers. Ce que prépare le capitalisme, c'est effectivement la généralisation du statut de "travailleur pauvre", et comme il n'est jamais trop tôt pour s'habituer à la misère, déjà "*950 000 enfants de moins de 14 ans vivent au sein de ménages pauvres*" et "*parmi les 15-24 ans, on compte un peu plus d'un million d'individus pauvres*" (p. 22).

Pour prendre la pleine mesure de cette aggravation des conditions de vie de la classe ouvrière, il suffit de voir les mesures concrètes que prend l'Etat, garant

du capital et de la cohésion de la nation pour organiser la mendicité à grande échelle, en redistribuant une partie de la plus-value globale. Ainsi, de 1970 à 1995, le nombre de ménages bénéficiaires d'un minimum social (vieillesse, handicapé, RMI, etc.) a augmenté de 43% ! Le nombre de personnes concernées a doublé, passant de 3 à 6 millions, sans compter tout ceux qui ignorent ces aides (environ 10% de non-recours). Enfin, le montant total de ces subsides de l'Etat, en francs constants, est passé de 14 milliards en 1970 à 80 milliards en 1995 (4). Et cela ne signifie sûrement pas que les "pauvres" soient cinq fois plus "riches", mais bel et bien qu'avec l'augmentation de la pauvreté la bourgeoisie s'est donnée cinq fois plus de moyens pour la rendre présentable !

Déjà, le *Manifeste communiste* de 1848 disait que "*loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, l'ouvrier moderne descend toujours plus bas, au-dessous même des conditions de sa propre classe. L'ouvrier devient un pauper, et le paupérisme se développe plus vite encore que la population et la richesse. De toute évidence, la bourgeoisie est incapable de demeurer la classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi suprême, les conditions de vie de sa classe. Elle ne peut régner, car elle ne peut plus assurer l'existence de son esclave à l'intérieur même de son esclavage : elle est forcée de le laisser décroître si bas qu'elle doit le nourrir au lieu d'être nourrie par lui.*"

Mais ces attaques incessantes contre la classe ouvrière sont l'aiguillon de son mécontentement, et la bourgeoisie le sait bien qui, du haut de son "observatoire" scrute la nébuleuse ouvrière et redoute le retour de la comète révolutionnaire. Ce jour là, la bourgeoisie criera à la fin du monde. Le sien, très certainement. Les prolétaires, eux, "*ne risquent d'y perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner*" (*Manifeste communiste*).

BTD (19 avril)

(1) "La pauvreté monétaire des ménages de 1970 à 1997" INSEE Première n°761, mars 2001.

(2) in (1). Le revenu médian est le niveau de salaire qui partage la population en deux parties égales. "L'uc" ou "unité de consommation" compte le nombre d'individus-consommateurs dans une famille : 1 pour le premier adulte, 0,5 pour les autres adultes, 0,3 pour les enfants.

(3) Observatoire national... Rapport 2000. Documentation Française.

(4) Note de CERC n°6 – Juin 1997. CERC : Connaissance de l'Emploi, des Revenus et des Coûts.

L'arnaque des emplois-jeunes

"On a été dupés." C'est le sentiment profond qu'ont les jeunes chômeurs embauchés en 1997 dans le cadre de la loi emplois-jeunes initiée par le gouvernement de la gauche plurielle pour "*résorber*" le chômage et "*redonner espoir à la génération des moins de 25 ans* (!)". Et ce sentiment n'est pas qu'une impression, il correspond à une profonde réalité pour la grande majorité de ces 280 000 jeunes ouvriers. Car ces contrats de cinq ans payés au Smic (renouvelables tous les ans en général) ne vont déboucher que sur l'embauche possible de 20 000 d'entre eux dans la police et de 30 000 dans diverses associations et entreprises publiques. Pour les autres, c'est le retour direct à l'ANPE avec l'impossibilité d'accès aux allocations-chômage pour leur très grande majorité ! Ainsi, sur ces 280 000, seuls les 80 000 en contrat dans le secteur associatif qui, lui, cotise à l'assurance-chômage pourront y prétendre. Pour les autres, ayant été recrutés dans la fonction publique nationale, territoriale ou locale, aucune couverture n'a été assurée par l'Etat, avec la bénédiction hypo-

crite des "partenaires sociaux", c'est-à-dire les syndicats, qui ont refusé en 1997 de financer ces jeunes pour les raisons que "*ce n'était pas du ressort de l'Unedic de couvrir les salariés de l'Etat*" et que cette couverture coûtait trop cher.

Tout cela n'empêche pas le gouvernement de clamer que ce plan a été "*un succès, au même titre que les 35 heures*". La ministre de l'Emploi, Elisabeth Guigou, appelant même à renforcer le principe des emplois-jeunes, se donne pour objectif le nombre de 350 000 "embauches". Dame ! C'est toujours cela de pris pour se vanter de la baisse du chômage et de l'action sociale du gouvernement de gauche.

Mais il s'agit aussi d'une véritable attaque de fond qui frappe à la fois la jeune génération ouvrière et l'ensemble du prolétariat dans toutes ses conditions de vie et de travail. Comme pour les 35 heures, cette mesure accentue la précarité du travail et la pression sur les salaires et pousse toujours plus loin les ouvriers dans une situation de misère et d'exploitation aggravées.

KW (22 mai)

Alternative Libertaire, défenseur de l'Etat-nation

Face au déchaînement des massacres impérialistes, comme ceux qui se déroulent aujourd'hui encore au Moyen-Orient, les révolutionnaires ont toujours dénoncé le poison nationaliste inoculé par tous ceux qui, au nom d'une prétendue "juste cause", appellent les prolétaires à soutenir un camp belligérant contre un autre.

Parmi ceux-là, et à côté des organisations de l'extrême-gauche trotskiste, on trouve des prétendus "révolutionnaires" du milieu anarchiste, tel le groupe "Alternative Libertaire" qui vient aujourd'hui apporter sa petite contribution à la mystification nationaliste et à l'embrigadement de la classe ouvrière

derrière les drapeaux de la bourgeoisie palestinienne.

Alors que le fonds de commerce du courant anarchiste a toujours été celui de l'antimilitarisme et de l'appel radical à la destruction de l'Etat, voilà ce qu'on peut lire dans un article intitulé "Le sionisme n'a pas d'avenir" du numéro 91 d'Alternative Libertaire : "Nous ne serons pas de ceux qui renvoient dos à dos Etat israélien et Autorité palestinienne" parce qu'"en Palestine il y a un Etat qui occupe militairement les territoires occupés" et il y a une population qui subit cette occupation (...) En ce sens, nous soutenons la revendication du peuple palestinien à un Etat indépendant sur l'ensemble des territoires occupés, y compris les colonies de

peuplement et Jérusalem Est" (souligné par nous).

Ainsi, une chose sont les principes affichés par les anarchistes, autre chose est la position réelle qu'ils adoptent face à la guerre. Cette position ne souffre d'aucune ambiguïté. C'est celle défendue depuis la première boucherie impérialiste de 1914-18 par tous les va-t'en-guerre qui, au nom de la défense nationale contre l'envahisseur, au nom de la résistance contre l'occupation des armées ennemies, ont appelé les prolétaires à prendre les armes et à se faire massacrer sur les champs de bataille pour une cause qui n'est pas la leur : celle de la défense de l'Etat national, c'est-à-dire de l'Etat capitaliste.

La vieille marchandise frelatée de la lutte des peuples opprimés contre un impérialisme oppresseur que nous servent les gauchistes de tous bords depuis des décennies, on la retrouve aujourd'hui chez les anarchistes. Mais cette position n'est pas un scoop.

C'est justement parce que les anarchistes ne se situent pas du point de vue des intérêts de la classe ouvrière qu'ils sont incapables de comprendre qu'en Palestine comme en Israël, il existe deux classes aux intérêts antagoniques. Dans la société divisée en classes, le prolétariat doit refuser de faire cause commune avec sa propre bourgeoisie nationale qu'elle soit palestinienne ou israélienne. Les prolétaires d'Israël ou de Palestine ne sont utilisés que comme chair à canon pour la défense des intérêts impérialistes de leurs propres exploiters.

Tout appel à la "défense nationale" est une position nationaliste bourgeoise. Ainsi, le prétendu "antimilitarisme" d'Alternative Libertaire se révèle aujourd'hui pour ce qu'il est réellement : une mystification anti-ouvrière, un pur mensonge. La prise de position d'Alternative Libertaire sur la guerre au Moyen-Orient révèle que ce groupe du courant anarchiste est un va-t'en-guerre au même titre que tous les autres groupes "radicaux" de l'extrême gauche capitaliste.

Quant à sa revendication d'un Etat palestinien "indépendant", elle révèle que la position classique des anarchistes appelant à la destruction de l'Etat, n'est là aussi qu'une simple position... de principe.

Les anarchistes aussi défendent la guerre au nom de la paix

Pour justifier son grand écart, A.L. est contraint de faire une petite contorsion rhétorique en affirmant que "sans nous faire d'illusion, ni sur le fait qu'un tel Etat ne sera sans doute pas synonyme de justice sociale, et qu'il sera difficilement autre chose qu'un satellite économique des puissances occidentales et des intérêts capitalistes d'Israël. Mais, à court terme, quelle autre solution politique pourrait permettre une réconciliation entre les habitants actuels de la Palestine ?".

Pour les vrais révolutionnaires dont le seul drapeau est celui de l'internationalisme prolétarien, la question ne se pose pas en terme de "réconciliation entre les habitants actuels de la Palestine".

La notion d'"habitants" de tel ou tel territoire national est une notion interclassiste qui ne sert qu'à dissoudre la classe ouvrière dans la masse du "peuple national" où se confondent toutes les classes de la société. Encore une fois, en Palestine, comme dans tous les pays, les "habitants" sont divisés en bourgeois et prolétaires, appartenant à deux classes ennemies aux intérêts irréconciliables.

Toute volonté de réconcilier ces deux classes est une pure illusion qui ne peut conduire qu'à l'union sacrée, à l'union nationale entre exploiters et exploités et à la défense de la paix sociale, c'est-à-dire à enchaîner les prolétaires au char du capital national.

La seule "identité" que les prolétaires de Palestine et de tous les pays ont à défendre, ce n'est pas une quelconque identité nationale, mais leur identité de classe.

La seule "autonomie" qu'ils doivent revendiquer, ce n'est pas celle d'un Etat "indépendant", mais leur autonomie de classe en refusant de se laisser diluer dans le "peuple" ou les "habitants" de Palestine.

La seule "réconciliation" pour laquelle ils doivent se battre sur leur propre terrain contre leur propre bourgeoisie nationale, c'est celle de la fraternisation avec les prolétaires du camp impérialiste ennemi en refusant de prendre les armes contre leurs frères de classe.

La seule "unité" pour laquelle ils doivent se mobiliser, ce n'est pas l'unité de tel ou tel "peuple" derrière des frontières et un quelconque drapeau national, mais celle de leur unité et de leur solidarité de classe internationale qui, contrairement à la bourgeoisie, n'a pas d'intérêts particuliers, nationaux, à défendre. Contre l'unité nationale, que préconisent toutes les cliques bourgeoises et leurs valets gauchistes et anarchistes, les prolétaires de Palestine, d'Israël et de toutes les nations du monde doivent faire leur le mot d'ordre du Manifeste communiste, seul capable de mettre fin à la guerre et aux massacres : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !".

Mais le développement de l'unité du prolétariat mondial dont dépend la perspective de renversement du capitalisme, de l'abolition des frontières nationales et de la destruction de tous les Etats ne peut se réaliser à court terme. Parce que le prolétariat est une classe historique, la dernière classe exploitée et révolutionnaire de l'histoire, son émancipation ne peut se réaliser que sur le long terme, à travers des avancées et des reculs, des victoires éphémères et des défaites sanglantes.

C'est justement cette vision historique et à long terme qui manque aux anarchistes.

Or, tant que le prolétariat mondial, et notamment ses bataillons les plus expérimentés de la vieille Europe occidentale, n'aura pas développé ses luttes révolutionnaires et renversé le capitalisme, les guerres et les massacres continueront à se déchaîner au Moyen-Orient comme dans d'autres régions de la planète. Tant que survivra la domination bourgeoise, il n'y a pas de solution ni "à court terme", ni locale à la barbarie guerrière. La paix dans le capitalisme ne peut être que la paix des tombes.

Alternative Libertaire est dans le camp du capital, pas de la classe ouvrière

Mais les anarchistes d'Alternative Libertaire ne s'en tiennent pas là.

Ils sèment l'illusion qu'il serait possible aujourd'hui, au terme d'un siècle de décadence du capitalisme, de construire un Etat national en Palestine, un Etat qui ne serait pas impérialiste au même titre que l'Etat d'Israël. Ainsi, dans un article d'Alternative Libertaire n°93 (janvier 2001), signé de l'illustre Alain Bihr affirmant que : "Tous ceux qui luttent pour l'émancipation humaine en général ne peuvent que se déclarer hostiles à tout principe national, à la division de l'humanité en Etats-Nations." et

qu'ils "se garderont toujours d'épouser la cause de quelque nationalisme que ce soit". Mais immédiatement après cette belle déclaration de principe, Monsieur Bihr, qui n'est pas à une contradiction près, réintroduit brillamment par la fenêtre le poison du nationalisme qu'il a rejeté par la porte. Qu'on en juge : "Est-ce à dire que, dans le conflit israélo-palestinien, il faille renvoyer les deux camps dos à dos, tenir la balance égale entre les deux ? Oui... si toutefois la balance était égale entre eux. Or, elle ne l'est pas : de ces deux principes nationaux et nationalistes qui s'affrontent, l'un est oppresseur et l'autre opprimé".

Ainsi, il existerait un "bon" et un "mauvais" nationalisme, un nationalisme "oppresseur" et un nationalisme "opprimé" que le prolétariat devrait défendre. Ce type d'argument suranné, c'est celui que nous ont servi pendant des décennies les fractions de l'extrême gauche du capital, trotskistes, maoïstes et autres guérilléristes du "tiers-monde", lorsqu'à l'époque de la guerre froide ils envoyaient les prolétaires à l'abattoir au nom des prétendues "luttes de libération nationale" dont le seul objectif consistait à ramener les "pays opprimés" par l'impérialisme américain sous la tutelle du bloc impérialiste russe.

Cette position nationaliste bourgeoise dont se revendique Alternative Libertaire sous la plume de Monsieur Bihr, tourne le dos à la position qu'ont toujours défendue les révolutionnaires depuis le début du siècle. Comme l'affirmait Rosa Luxembourg dans sa brochure La crise de la social-démocratie, dans le capitalisme décadent, "La politique impérialiste n'est plus l'essence d'un pays ou d'un groupe de pays. Elle est le produit de l'évolution mondiale du capitalisme à un moment donné de sa maturation. C'est un phénomène international, un tout inséparable qu'on ne peut comprendre que dans ses rapports réciproques et auquel aucun Etat ne saurait se soustraire."

Ainsi, depuis la Première Guerre mondiale, dans tous les conflits inter impérialistes qui ravagent la planète, les vrais révolutionnaires n'ont aucun camp, aucune nation, aucun Etat à défendre. A l'aube de ce nouveau siècle où le capitalisme étale la barbarie sanglante dans laquelle il continue à enfoncer l'humanité, où des secteurs du prolétariat sont poussés à s'entretuer derrière la folie meurtrière et les appétits impérialistes de leur bourgeoisie nationale, toute organisation politique qui adopte une autre position que celle de la défense intransigeante de ce principe internationaliste se rend complice des crimes perpétrés par le capitalisme et démasque son appartenance au camp bourgeois des massacreurs du prolétariat, quelles que soient ses justifications idéologiques.

En ce sens, un groupe comme Alternative Libertaire est bien de la même veine que les groupes trotskistes. Sa nature bourgeoise ne doit faire aucun doute pour quiconque se situe du point de vue des intérêts de la classe ouvrière.

Camille

(1) Alain Bihr est un universitaire, docteur en sociologie, qui, tout en se présentant comme un «révolutionnaire» et un «défenseur de la classe ouvrière», s'est distingué par la contribution qu'il a apporté (dans ses ouvrages et ses articles publiés dans Le Monde Diplomatique) aux campagnes menées par la bourgeoisie occidentale sur la «fin de la classe ouvrière» après l'effondrement des régimes dits socialistes d'Europe de l'Est (voir à ce sujet notre article «Le prolétariat est toujours la classe révolutionnaire» dans la Revue Internationale n° 74).

UNE NOUVELLE BROCHURE DU CCI

La Gauche communiste de France

Après la parution de nos deux livres "La Gauche communiste d'Italie" et "La Gauche hollandaise", le CCI vient de publier une nouvelle brochure de contribution à l'histoire de la gauche communiste : "La Gauche communiste de France".

Avec cette brochure, le CCI entend poursuivre le travail de réappropriation par les nouvelles générations de révolutionnaires de l'histoire dont elles sont issues.

Au cours de la période de contre-révolution qui a suivi la première vague révolutionnaire de 1917-23, les fractions de gauche qui, dans les différents pays, ont tenté de préserver les acquis prolétariens face à la dégénérescence de l'Internationale et à la trahison des partis communistes, se sont inspirées mutuellement. La terrible contre-révolution, qui s'est abattue sur le prolétariat mondial à partir de la fin des années 20, a provoqué une dispersion tragique des forces qui ont tenté de maintenir le cap de la perspective communiste. Mais même dans une telle situation, c'est le mérite de la Gauche italienne d'avoir conçu son effort comme un effort du prolétariat international et d'avoir su reprendre à son compte les apports des autres secteurs nationaux du prolétariat. Cet effort s'est particulièrement concrétisé en France où le surgissement des courants de gauche devait bien peu aux courants politiques issus du Parti communiste lui-même et beaucoup plus à la présence, comme réfugiés politiques, d'éléments provenant d'autres pays. La Gauche communiste qui s'est développée en France à partir de 1944, tout en se considérant comme un courant de la Gauche communiste internationale impulsée par la Gauche italienne, a poursuivi l'effort de cette dernière, s'est inspirée de sa méthode, pour intégrer pleinement les acquis des différents courants de la Gauche communiste issue de la Troisième internationale. Ce travail de synthèse a été critiqué par certaines organisations qui se revendiquaient exclusivement de tel ou tel courant de la Gauche communiste (Gauche italienne ou Gauche germano-hollandaise). En qualifiant "d'éclectique" la méthode de la Gauche communiste de France, dont est issu le CCI, ces organisations faisaient surtout la preuve qu'elles avaient oublié une des leçons fondamentales de l'histoire du mouvement ouvrier : la participation de l'ensemble des secteurs nationaux du

prolétariat (et non d'un seul d'entre eux) à l'élaboration de ses positions politiques et de son programme. C'est en se basant sur l'ensemble des acquis historiques du mouvement ouvrier, et non seulement sur certains d'entre eux, que pourra se constituer le futur parti mondial du prolétariat.

En ce sens, la publication de cette nouvelle brochure s'inscrit dans un double objectif :

- rétablir l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire en France durant l'entre-deux-guerres, face à toutes les falsifications qui ont cours de la part des historiens bourgeois, y compris ceux du courant trotskiste ;
- continuer à défendre le nécessaire regroupement des énergies révolutionnaires dans la droite ligne de la politique menée par la Gauche italienne dans les années 30 et de la Gauche communiste de France à partir de 1945.

Enfin, on ne peut clore cette courte présentation sans évoquer le nom de Marc Chirik qui fut présent aux différents moments de l'histoire du mouvement ouvrier retracés dans cette brochure. Dans cette période historique qui fut celle de la pire contre-révolution de l'histoire, très peu d'individus ont eu la force de résister, de se maintenir sur les positions de classe pour transmettre les acquis révolutionnaires aux nouvelles générations ouvrières. Ceux qui y sont parvenus ne sont qu'une poignée. Marc Chirik fut de ceux-là. C'est même durant ces années d'épreuves qu'il a forgé et renforcé ses positions politiques en combattant d'abord au sein du PCF, puis dans l'Opposition trotskiste et enfin dans la Gauche italienne. Pendant la guerre, c'est sous son impulsion que se forme le Noyau français de la Gauche communiste qui deviendra, à la fin de 1944, la Fraction française de la Gauche communiste et finalement la Gauche communiste de France dont les publications sont L'Etincelle et l'Internationalisme. Toute sa vie, Marc Chirik a poussé à la discussion politique et théorique entre les groupes révolutionnaires en vue de leur rapprochement et de leur regroupement.

A travers le CCI, dont il est l'un des principaux fondateurs, Marc restera, jusqu'au bout, fidèle à cette ligne politique.

C'est pour cette raison que, dix ans après sa disparition, nous lui dédions cette brochure.

CCI

ESPAGNE

Ni terrorisme basque, ni défense de la démocratie bourgeoise Les ouvriers n'ont aucun camp à choisir

Depuis de nombreuses années, derrière les attentats terroristes de l'ETA qui ensanglantent l'Espagne et, en réponse à ceux-ci, les grandes processions démocratiques appelées par la plupart des formations politiques, ce sont en fait les rivalités entre différentes fractions de la bourgeoisie espagnole qui s'expriment.

D'un côté, la "coalition espagnoliste" formée par le Parti Populaire (PP) et le Parti Socialiste (PSOE) et de l'autre côté, le Parti Nationaliste Basque (PNB), qui gouverne la province autonome, et la coalition indépendantiste Herri Batasuna (HB), qui n'est autre que la vitrine légale du groupe terroriste ETA (ETA-HB).

Des deux côtés, on invoque les idéaux les plus élevés pour mobiliser la population derrière soi et, particulièrement les travailleurs. Les premiers parlent de "liberté", "droits à la vie". Les seconds y ajoutent la sauce de la "souveraineté" ou agitent le drapeau de "l'indépendance nationale du peuple basque". En fait, ils luttent tous pour élargir le plus possible leur part de gâteau confectionné avec l'exploitation de l'ensemble de la classe ouvrière. Face aux chants de sirène des uns et des autres, nous, révolutionnaires, sommes dans l'obligation de suivre de près ce conflit sans fin (1), d'en dénoncer les mobiles et les moyens, afin de mettre en garde la classe ouvrière contre la tentation de céder aux

chants de sirène des différentes fractions de la bourgeoisie.

Un pacte de défense de l'intérêt national

Le dernier épisode en date de cette bagarre interminable a été la signature du Pacte antiterroriste, paraphé avec solennité à la Moncloa, siège de la Présidence du gouvernement espagnol, par le nouveau Secrétaire général du PSOE, Zapatero, et le président du PP, Arenas, l'*alter ego* d'Aznar, chef du gouvernement espagnol. Quel est l'objectif de ce Pacte ? Est-il une solution au conflit ? Est-ce la réponse des "politiques" à ce que les médias appellent "le véhément

souhait populaire pour que le dialogue s'établisse entre eux et qu'ils arrivent à résoudre une fois pour toutes cet interminable gâchis" ?

Ce pacte se propose de défendre inconditionnellement et sans fissures la Constitution et les Statuts d'Autonomie, autrement dit, le cadre juridique de l'Etat espagnol. Il condamne avec sévérité l'aventure du PNB engagée dans le Pacte de Lizarra (2). Il y a quelques années, au Pays Basque, un premier Pacte (le Pacte d'Ajuriacena) signé par le PSOE, le PP et le PNB demandait "la fin de la violence accordée par tous". Le Pacte actuel signé par le PP et le PSOE, et rejeté évidemment par le PNB, demande la "capitulation inconditionnelle des terroristes". Il ne parle plus de "paix" ni de "développement du Statut d'autonomie" mais de défense de la Constitution et de l'Etat des Autonomies, autrement dit, ce Pacte est un programme du genre "Sauvons l'Espagne". Il prétend aligner toutes les fractions de la bourgeoisie espagnole sur deux axes : défense inconditionnelle du capital espagnol et mise au pas du PNB. Le PP et le PSOE veulent que ce Pacte soit assumé

par les syndicats, le patronat, les églises, les associations, les ONG. C'est-à-dire, que ce soit en signant ou que ce soit d'une façon plus indirecte (3), toutes les "forces vives" du pays s'engagent à défendre l'ESPAGNE (avec plein de majuscules) et à collaborer pour rendre le PNB raisonnable.

Il est bien évident que le PNB lutte comme un chat acculé contre cette offensive. Il s'accroche désespérément à son fief—le gouvernement basque—en y résistant avec acharnement pour retarder le plus possible les élections, en multipliant les manœuvres pour contrer ses rivaux.

Le vrai conflit est celui qui oppose le PNB à l'Etat national espagnol

Pendant des années, on nous a dit que le problème du Pays Basque se réduisait strictement au terrorisme. Une fois celui-ci réglé, la "paix" serait là. On nous présentait le terrorisme comme une espèce d'anomalie, un non-sens dans une société "civilisée et démocratique" telle que la société espagnole. Avec ce joli

mirage on voulait nous inculquer l'idée que la violence est le fruit d'une poignée de fanatiques qui voudraient changer le cours "normal" de la société. En fait, ce discours a servi à occulter, entre autres choses, que cette société est de plus en plus prise dans ses contradictions, qu'elle suinte la violence et l'exploitation par tous ses pores et que, en définitive, la paix est impossible sous le capitalisme.

Nous avons toujours dénoncé une telle "explication" simpliste et mystificatrice en nous appuyant sur trois arguments :

1. La terreur et le terrorisme ont été pratiqués, d'une façon ou d'une autre, dans le passé lointain ou le plus proche, par toutes les fractions de la bourgeoisie quelle que soit l'étiquette qu'elles lui accolent ;
2. Le terrorisme de l'ETA a toujours été manipulé ou encouragé en sous-main par des fractions très "respectables" de la bourgeoisie ;
3. Le vrai conflit au Pays Basque est la lutte, souterraine et en sous main, pendant des années, entre le PNB et le pouvoir central espagnol.

Le premier argument tient en ceci : la terreur et le terrorisme sont des pratiques des classes exploiteuses, aussi bien des Etats déjà établis que de ceux qui aspirent à constituer de nouveaux Etats capitalistes. Ils sont basés sur une violence organisée, scientifiquement programmée, barbare et sans discrimination. Ce sont des moyens typiques d'une classe minoritaire, exploiteuse, essayant de perpétuer ses privilèges aussi bien contre les masses travailleuses que contre ses fractions rivales. Il est vrai que les ouvriers et la population sont des victimes potentielles des attentats de l'ETA et de sa barbarie. Dans les conflits entre fractions de la bourgeoisie, le prolétariat et l'ensemble de la population deviennent des otages de leurs faits d'arme. Qu'est-ce qu'est la guerre sinon un conflit entre Etats bourgeois qui s'attaquent à mort en utilisant leurs populations respectives comme chair à canon et infanterie de choc ? Le terrorisme de l'ETA n'est autre chose qu'une reproduction à petite échelle de la terreur aveugle causée par les bombardements sur Belgrade durant la guerre du Kosovo ou ceux sur Bagdad durant la guerre

KABYLIE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

pris le pas sur la revendication identitaire" (Le Monde 30 avril 2001), revendication identitaire qui existait surtout dans la tête de journalistes toujours plus prompts à évoquer la poésie ancestrale du "peuple berbère" que les misérables conditions de vie que connaissent les ouvriers et leurs familles aujourd'hui, beaucoup plus à l'aise avec les intellectuels qui s'étaient affirmés dans le "printemps berbère" de 1980 qu'avec ces masses anonymes et violentes. Pourtant, déjà en 1980, le mouvement de protestation qui était effectivement parti sur la base identitaire donnée par les étudiants berbères n'avait trouvé sa force réelle que par le soutien du "personnel de l'hôpital de Tizi-Ouzou" et des "ouvriers de la Sonelec (usine de matériel électrique) et de l'usine de textile proche de Dra Ben Khedda" (Le Monde Diplomatique, décembre 1980).

La situation matérielle et morale des ouvriers algériens s'est constamment dégradée ces vingt dernières années : "près de 40% des 30 millions d'algériens vivent aujourd'hui au dessous du seuil de pauvreté" (Le Monde du 13 mars 2001) et "un actif sur trois est au chômage, le revenu par habitant s'est effondré de 3600 dollars à 1600 dollars en dix ans" (Le Nouvel Observateur du 10 au 16 mai 2001) tandis qu' "en matière de santé [...] on observe un retour en arrière de trente ans dans l'accès aux soins. Le taux de mortalité infantile grimpe en flèche. Et nous avons un million d'enfants mal nourris" (Djillali Hadjadj, auteur de *Corruption et démocratie en Algérie*, interrogé dans *Marianne* n° 211). Cela n'empêche pas la classe dominante d'augmenter de 25% le 15 février dernier le lait, aliment de base pour les enfants.

Sans aucun espoir de travail ou de vie sociale acceptable, subissant une pression politique (corruption généralisée,

brutalité policière, actes terroristes) et morale étouffantes (dans leur sexualité par exemple et dont le pendant est le développement de la prostitution, y compris la prostitution institutionnelle qu'est le mariage forcé), les jeunes sont atteints de plein fouet par l'idéologie du "no-future", de ce pessimisme propre à la bourgeoisie en décomposition, qu'elle communique à l'ensemble de la société et qui se traduit par une recrudescence importante des suicides. En même temps qu'ils réclamaient du travail et des logements, beaucoup de jeunes criaient "*nous sommes déjà morts*" dans les manifestations de Tizi-Ouzou.

Les jeunes générations n'ont d'autre choix que l'exil vers un hypothétique Eldorado économique qu'ils situent quelque part en Europe, ou bien rester et se résigner au chômage, aux expédients et à la contrebande pour survivre, pour ceux qui auront la force de résister aux sirènes islamistes. Et pour ceux qui protesteraient, l'Etat leur expliquera à coup de balles explosives en pleine tête, quelle est la voix du salut d'Allah.

Les partis d'opposition, quant à eux, attendent de l'extérieur des solutions miracles. En cela ils confirment, si besoin était, qu'ils ne défendent en rien les intérêts de la classe ouvrière, dont la force est en elle-même, dans son unité. Le sauveur est évidemment Dieu pour le Front Islamique du Salut qui entend lutter contre "l'aliénation de l'Islam" (déclaration du 30 avril). Pour le Front des Forces Socialistes (FFS) de Hocine Aït-Ahmed, c'est de la communauté internationale que viendra la lumière. Il a donc multiplié les appels aux dignes représentants de la paix que sont l'ONU, Georges W. Bush et l'OTAN. Quant au Parti des Travailleurs (PT), adorateur trotskiste du capitalisme d'Etat, il s'oppose au "*démantèlement des bases matérielles de la nation*" et lance de vibrantes suppliques au président Bouteflika : "*le président de la République est le premier responsable*

devant la nation. Il doit prendre des mesures politiques d'urgence à même d'éviter le pire, ordonner l'arrêt immédiat de la répression, décréter le tamazight langue nationale. Les présidents doivent exercer ses pouvoirs constitutionnels avant qu'il ne soit trop tard."

L'élément le plus positif est sans doute le surgissement de comités de quartiers, expression confuse de la volonté de la population de prendre ses affaires en main. C'est la réunion générale des délégués de ces assemblées, tenue à Illoula le 17 mai, qui est à l'origine des nouvelles manifestations de ces derniers jours (le 20 mai et la "marche noire" du 21 mai). Il ne faut pas se faire d'illusion sur le niveau de conscience immédiat qui pourrait se manifester dans ces assemblées, très marquées par le poids des traditions. En même temps, la possibilité de jonction entre ces assemblées et les ouvriers qui entrent sporadiquement en grève générale (comme le 19 mai dans la région de Béjaïa) serait de toute évidence un élément favorisant la réflexion dans la classe ouvrière, condition nécessaire pour dépasser le stade d'une révolte aveugle vouée à la répression armée ou à la récupération par les partis bourgeois.

Bien sûr les chausse-trappes seront nombreuses, mais comment pourrait-il en être autrement, compte tenu des conditions extrêmement défavorables dans lesquelles la classe ouvrière devra mener la lutte en Algérie ? Le poids de l'illusion démocratique, en particulier, sera un obstacle important dans cette prise de conscience. En faisant de la corruption la cause de la misère, les partis démocratiques, en Algérie, comme en France, masquent que c'est la crise du capitalisme, en poussant jusqu'à l'extrême l'économie de pénurie, qui génère bureaucratisme et corruption (on sait que l'économie algérienne repose essentiellement sur la rente pétrolière qui représente 97% de ses exportations et qu'en retour elle importe à plus de

90% des produits alimentaires de subsistance). Les ouvriers en France ont une responsabilité particulière vis-à-vis de leurs frères de classe de l'autre côté de la Méditerranée, en dénonçant la corruption qui règne largement ici aussi ; en faisant preuve de la plus grande solidarité dans les luttes entre tous les ouvriers, qu'ils soient "d'origine" française ou des pays du Maghreb ; en montrant que les enfants des ouvriers algériens dont la bourgeoisie s'était abondamment servie lors de la reconstruction d'après-guerre connaissent ici aussi chômage et exclusion. Si en France la gendarmerie et les forces spéciales n'interviennent pas systématiquement de façon violente, c'est que dans l'immédiat les forces d'encadrement social que sont les syndicats, les associations, les partis, et tout le cirque démocratique se révèlent bien plus efficaces pour maintenir la domination de classe. Mais sur le fond, bourgeoisies française et algérienne sont de même nature et défendent les mêmes intérêts, comme l'épisode de l'organisation de la fuite du général tortionnaire Khaled Nezzar l'a récemment illustré (1). A nous, ouvriers, de prendre en main nos grèves, de renforcer notre unité, de regrouper nos forces, pour redonner une perspective politique seule à même de saper le pouvoir de ces Etats criminels bien plus sûrement que ne pourront jamais le faire les émeutes du désespoir.

BTD (23/05/2001)

(1) Lors de sa visite en France le 25 avril dernier, *Le Canard Enchaîné* du 2 mai 2001 a noté que le ministre français des Affaires Etrangères, Hubert Védrine, a été particulièrement "soft" avec le régime algérien que la France tient à bout de bras : "*l'histoire entre la France et l'Algérie ne prédispose pas la France à distribuer des bons et des mauvais points, à dire ce qu'il faut faire, à donner des leçons, à condamner*" (déclaration du 29 avril *Le Monde* 30/04/2001).

(SUITE PAGE 6)

1) La section du CCI en Espagne a publié sur la question basque un supplément *Movilizaciones antiterroristas : la alternativa no es "democracia o terrorismo", sino "comunismo o barbarie"* et des articles dans les numéros les plus récents d'Acción proletaria : 143, 145, 150, 152, 154 et 155. Nos lecteurs peuvent les commander directement à l'adresse de notre section en Espagne.

(2) Il y a trois ans le Parti nationaliste basque, parti basquiste "modéré" de droite, qui, depuis 25 a gouverné la province autonome, a établi un Pacte, dit Pacte de Lizarra, avec les indépendantistes radicaux de l'ETA par le biais de HB. Jusqu'alors, le PNB, avait souvent fait coalition avec le PSOE pour gouverner le Pays Basque et même avait établi une alliance avec le Parti Populaire, quand celui-ci est arrivé pour la première fois au pouvoir en 1996.

(3) De cette façon, des fractions comme celle du Président du gouvernement catalan (Pujol) peuvent coopérer sans perdre la face. Le parti de Pujol, par exemple, a fait échouer la tentative du PNB de créer dans le Parlement espagnol un "front de rejet" contre le Pacte antiterroriste.

Ni terrorisme basque, ni défense de la démocratie bourgeoise....

(SUITE DE LA PAGE 5)

du Golfe, guerres auxquelles le gouvernement espagnol a participé.

Le deuxième argument est pleinement confirmé par l'histoire même de l'ETA. Celui-ci est né d'une scission dans les jeunesses du PNB. Il a toujours été protégé par des secteurs importants de l'Eglise Catholique, même quand, dans les années 70, il drapait ses soutanes réactionnaires avec les oripeaux du "marxisme-léninisme" (4). L'attentat le plus connu de l'ETA (la mort de Carrero Blanco en 1973) fut directement inspiré par la CIA américaine (5). Par la suite, c'est la bourgeoisie française qui a permis que les *etarras* puissent conserver leur sanctuaire dans le Pays Basque français, en les protégeant même contre les incursions de la police espagnole, les utilisant comme instrument de pression et de chantage sur le capital espagnol. A partir de 1992, avec le changement de la politique du gouvernement français et de "coopération antiterroriste" entre les deux Etats voisins, le pouvoir central [espagnol] avait gagné la partie en infiltrant l'appareil de l'ETA, en provoquant des attentats dans un sens qui discréditait et isolait irrémédiablement ses adversaires.

Et enfin, troisième argument, ETA-HB représente un secteur minoritaire au sein de la bourgeoisie. Ils ne disposent pas des moyens dont disposent ses rivaux déjà confortablement installés. Ainsi, sa stratégie d'attentats et de terreur de rue est irrémédiablement condamnée à être manipulée et à devenir un instrument de parrains plus hauts placés. Avec le Pacte de Lizarra, le PNB avait essayé de parrainer ce secteur, en adoptant de A jusqu'à Z tout son programme : "construction nationale d'Euskadi", "caractère politique du conflit basque", "unification de l'Euskadi-Nord avec le Sud". Aussi, en faisant un habile distinguo entre les attentats terroristes et la "kale borroka" (les actions de vandalisme de rue des "garnements au bidon d'essence"

comme les appelle, compréhensif, papa Arzallus (6), le PNB a essayé d'avoir le contrôle de cette partie du conglomerat de l'ETA, une partie politiquement plus utilisable grâce à son apparence de "mouvement social de révolte juvénile" (7).

Face à cette "étirement de l'ours", l'ETA résiste de toutes ses forces. De fait, il a justifié la rupture de la trêve par "les hésitations et les attermoissements du PNB" et depuis lors, il a dénoncé le PNB avec plus de virulence que les "espagnolistes".

Tout cela place le PNB entre deux feux : d'un côté l'ETA ; de l'autre, le Pacte antiterroriste de ses rivaux "espagnolistes" qui affirment leur volonté de le déloger du gouvernement basque. Le PNB, qui est au Pays Basque un véritable parti-Etat, qui contrôle jusqu'au dernier coin de la vie sociale, souffrirait un rude coup s'il était débarqué de son fief autonome. Alors, il résiste dans sa forteresse, n'ayant d'autre issue que la fuite en avant dans l'aventure "souverainiste" ou la reddition inconditionnelle.

Un conflit sans issue dans le capitalisme

Face à cette situation à laquelle on ne voit pas d'issue et qui ne fait que se compliquer par à-coups, les travailleurs et une grande partie de la population expriment un sentiment de profond ras-le-bol. Pourquoi ce terrain est de plus en plus conflictuel ? Pourquoi y a-t-il de moins en moins de marge pour une "solution de compromis" ?

Si l'on compare le précédent Pacte de Ajuariaenea avec l'actuel Pacte antiterroriste, nous pouvons voir ce qui a changé dans les 12 dernières années. La décomposition sociale a exacerbé les tendances centrifuges et rend les fractions de la bourgeoisie de plus en plus irresponsables, particulièrement celles comme le PNB assises sur des bases les plus archaïques. L'aggravation de la crise a fait que les

prébendes qui, il y a 12 ans, pouvaient satisfaire le PNB lui sont aujourd'hui insuffisantes. La main de puissances impérialistes qui tendent (comme les USA ou l'Allemagne, particulièrement), comme nous l'avons souvent dit, à semer le chaos chez leurs voisins pour les tenir sous pression, a un poids indiscutable dans l'aggravation du conflit. Sans le soutien de tels parrains, Arzallus, le chef du PNB, n'aurait jamais osé s'embarquer dans l'escalade actuelle, et, plus particulièrement, n'aurait jamais eu l'idée de mettre ses pieds au Pays Basque français, question sur laquelle le PNB a toujours été très prudent.

Le rendez-vous électoral pour lequel les partis "espagnolistes" font tant de pression (une espèce de Front National Espagnol, animé par le tandem PP-PSOE) ne résoudra rien du tout. Et pas parce que la population est "divisée à 50-50" comme disent les sociologues et autres commentateurs politiques. La vraie question est que le PNB contrôle comme une sangsue les ressorts les plus importants de l'engrenage étatique au Pays Basque, qu'il exerce un parrainage très ferme sur des entités politiques, économiques, culturelles, sportives, l'éducation et possède des liens très solides avec l'Eglise catholique. Lui arracher le pouvoir ce serait comme une opération chirurgicale à grande échelle et sans anesthésie. Ainsi, le PSOE a beau jeter des ponts (il y a une division du travail entre le PP, qui joue le "méchant" et le PSOE qui joue le "gentil"), ceci n'empêche que l'affrontement est de plus en plus aigu et va droit dans l'impasse.

Malgré tous les discours sur les améliorations, toutes les contradictions dans la société ne font que s'aggraver. C'est une situation où la décomposition sociale ne fait que s'approfondir irrémédiablement. La dislocation, les tendances centrifuges, le chacun pour soi gagnent chaque fraction de la bourgeoisie au sein des Etats, même les plus stables. Voilà la toile de fond qui est

derrière le conflit basque, tel un cheval emballé dans un labyrinthe d'actions et réactions, d'offensives et contre-offensives, d'attentats et mesures policières, de pactes et anti-pactes, dans une spirale de plus en plus irrationnelle d'affrontements et d'empoignades.

D'après *Accion Proletaria* n° 156 (publication du CCI en Espagne)

(4) Tous les mouvements nationalistes depuis le début du XXe siècle ne sont et ne peuvent être que réactionnaires. Le nationalisme basque n'échappe pas à cette règle ; qui plus est, par le fait d'être né dans un pays et une région industrielle, il est apparu comme la continuité des mouvements réactionnaires de l'Espagne du XIXe siècle, caractérisés par un provincialisme archaïque, un esprit ultra-religieux, le racisme et un esprit foncièrement anti-prolétarien (sous couvert, parfois, d'anticapitalisme). L'ETA, qui a bu aux mêmes sources, pendant les années 60-70, a agrémenté cette "culture" de la sauce "marxiste-léniniste", histoire d'adapter ce nationalisme rance aux temps modernes. En fait, ce qu'on a appelé le "marxisme-léninisme" n'est autre chose que l'idéologie du capitalisme d'Etat stalinien et de ses rejetons (maoïsme, tiers-mondisme...). Malgré son nom, cette idéologie est totalement étrangère et ennemie du marxisme et n'a rien à voir avec la lutte menée par Lenine. Voir dans notre *Revue internationale* n° 96 et 97 les articles "Sommes-nous léninistes ?".

(5) Franco prétendait éterniser son régime après sa mort, par le biais de la monarchie (Juan Carlos a été nommé son successeur par lui) et en nommant une espèce de gardien des essences franquistes, son alter ego l'amiral Carrero, pour diriger le gouvernement. Les plans de la transition démocratique étaient déjà élaborés par les différentes officines du monde occidental (il fallait éviter, entre autre choses, que le "désordre" puisse favoriser en quoi que ce soit le bloc russe). La survie politique du franquisme par Carrero interposé aurait représenté un fort point de ralliement des apparatchiks franquistes de l'appareil d'Etat et surtout des armées, ce qui aurait

compliqué la transition démocratique. Il fallait que le bouchon Carrero saute et il a sauté. Ce n'est pas l'intelligence ni l'héroïsme des artificiers de l'ETA qui ont fait sauter le dinosaure, mais "l'intelligence" de la Central Agency. Les rapports entre la CIA et le nationalisme basque ne sont pas une invention délirante d'un roman d'espionnage. Ils sont dans les livres d'histoire.

(6) Arzallus, par ailleurs ancien jésuite, est le chef du PNB, un des idéologues de ce parti qui a poussé vers l'établissement de ce pacte avec les nationalistes radicaux de ETA-HB. Par ailleurs, il y a des preuves plus qu'évidentes de la bienveillante protection de la part du commandement de la police autonome basque (contrôlée donc par le PNB), sur les organisation abertzales (patriotes) qui organisent semaine après semaine les "actions de rue".

(7) Le désespoir provoqué chez les jeunes ouvriers du Pays Basque par la situation sans issue de chômage chronique, les transforme en chair à canon potentielle pour les organisations "de jeunesse" de ETA-HB.

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL
brochure n°2

NATION



ou CLASSE ?



MARXISME ET EDUCATION

(SUITE DE LA PAGE 8)

pêcheur, berger ou critique. " (ibid. p. 68)

En conséquence, l'éducation dans la société capitaliste ne peut jamais être la réalisation du potentiel de l'humanité, que ce soit individuellement ou collectivement mais être seulement la formation de gens pour remplir ces tâches nécessaires à la poursuite du capitalisme. Ce point a été mentionné par William Morris en 1888 : "Les gens sont 'éduqués' pour devenir ouvriers ou employés ou au service servile des patrons, ils ne sont pas éduqués à devenir des hommes. En conséquence, les conditions d'une réelle éducation sont impossibles. Car les premières et les plus nécessaires d'entre elles sont le temps libre et la réflexion ; et le temps libre est une chose que l'esclavage moderne ne peut en aucune façon accorder à ses esclaves sinon sous forme de miettes : le véritable temps libre, lui, est la fin du temps rationné. Le labeur permanent c'est tout ce qu'ils peuvent avoir" ('Thoughts on Education under Capitalism', Commonwealth, Vol.4, n°129, dans Mor-

ris, Political Writings, p.377 - notre traduction).

Cela ne veut pas dire que le combat pour l'éducation était inutile, comme Engels l'a dit, une classe plongée dans l'ignorance peut se révolter mais ne fera jamais la révolution. Pour les marxistes du 19e siècle, l'éducation n'était pas seulement une réforme qui pouvait être conquise et qui pouvait améliorer la situation immédiate de la classe ouvrière, c'était aussi une contribution à la lutte révolutionnaire contre la société bourgeoise. La Ligue des communistes développait dans *Les Principes du communisme* en 1847 l'idée que l'éducation apparaîtrait avec la démocratie et aiderait à préparer la voie au communisme. A l'époque les révolutionnaires pensaient encore que cette tâche pouvait être confiée à l'Etat et devait être prescrite dans une constitution démocratique mais plus tard Marx et Engels ont développé leur critique sur le rôle de l'Etat. En 1875, quand le SPD a adopté le *Programme de Gotha* qui revendiquait "une éducation public et universelle apportée par

l'Etat", Marx a fortement attaqué cette dépendance non - critique vis-à-vis de l'Etat bourgeois : " 'Education égalitaire pour tous' ? Quelle idée se cache derrière ces mots ? Croit-on que dans notre société actuelle...une éducation puisse être égalitaire pour toutes les classes ? ...On ne peut que rejeter totalement une éducation du peuple effectuée par l'Etat... Le Gouvernement et l'Eglise doivent plutôt être exclus de toute influence sur l'école ". (Collected Works, vol.4, p.96-7 - notre traduction). En Grande-Bretagne, les socialistes militaient pour des élections aux conseils d'écoles afin de contrer l'influence de l'Etat et de l'Eglise.

La lutte pour l'éducation était donc d'emblée une lutte sur la forme et le contenu de l'éducation. Ici Marx disait que le développement du capitalisme lui-même et notamment les clauses éducationnelles de la Factory Act de 1864, étaient l'embryon d'une nouvelle forme d'éducation : "une éducation qui, pour des enfants au-dessus d'un certain âge, combine le travail productif avec l'instruction et la gym-

nastique, non seulement comme une des méthodes pour ajouter à l'efficacité de la production mais comme la seule manière de produire des être humains pleinement développés " (Le Capital, - notre traduction)

La seconde partie de cet article examinera le système d'éducation actuel établi par la bourgeoisie des 19e et 20e

siècles et comment le passage du capitalisme dans sa période de décadence a influencé la position du mouvement ouvrier sur cette question.

(D'après *World Revolution* n° 243, avril 2001, publication du CCI en Grande-Bretagne)



VIE DE L'ORGANISATION

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

REVOLUTION INTERNATIONALE
Mail Boxes 153
108, rue Damremont. 75018 Paris

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - Etats Unis

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
P.O. Box 339
2800 AH Gouda - PAYS BAS

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, London WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WORLD REVOLUTION
GPO Box 668, Melbourne
Victoria 3001. AUSTRALIE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

BROCHURES

- Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(15 F +frais d'envoi : France 8F /Etranger 18F).
- La décadence du capitalisme
(15 F + 8F/18F)
- Les syndicats contre la classe ouvrière (15 F + 8 F/18F)
- Nation ou classe (15 F +8 F/18F)
- Le trotskysme contre la classe ouvrière (30 F + 8 F/18F)
- Organisation communiste et conscience de classe
(25 F + 8 F/18F)
- L'Etat dans la période de transition (20 F + 8 F/18F)
- Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)
- La Gauche communiste d'Italie
(80 F + 21F/33F)
- La Gauche hollandaise
(120 F + 21 F/33F)
- L'effondrement du stalinisme
(20 F + 8 F/18F)
- La Révolution russe (15 F + 8 F/18F)
- Luttes dans la fonction publique de décembre 95
Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)
- Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital (30 F + 8 F/18F)
- Comment le PCF est passé au service du capital (20 F + 8 F/18F)
- La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme (20 F + 8 F/18F)

RÉUNIONS PUBLIQUES

Face à l'aggravation de la crise, Quelles perspectives pour la lutte de classe ?

- LYON : le samedi 23 juin à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).
- MARSEILLE : le samedi 16 juin de 15h à 18h.
Rendez-vous à partir de 14h45 à la sortie du M° Chartreux.
- NANTES : le samedi 23 juin à 15 h
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).
- PARIS : le samedi 16 juin mai à 16 h
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.
- TOULOUSE : le vendredi 15 juin, 21 septembre à 20 h30.
Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourquette, route de Seysses, Toulouse.
- TOURS : le samedi 30 juin à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de la Tranchée).

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

LE CCI SUR INTERNET
www.internationalism.org/french

ABONNEMENTS

- ABONNEMENT SIMPLE
(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F (15,3 E)- ETRANGER : 100 F (15,3 E)- PAR AVION : 120 F (18,3 E).
- ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la Revue internationale) : FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER : 110 F (16,8 E)- PAR AVION : 120 F (18,3 E).
- ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE :200 F (30,5 E) - ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR AVION : 220 F (33,6 E).
- ABONNEMENT DIFFUSEUR
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
-RI : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 : 400 F (61,1 E).
-Revue internationale : abonnement à 2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.
Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI - CCP523544Y-Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR LA PRESSE DU CCI !

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention. Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité. Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques. Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

PERMANENCES, VENTES DE LA PRESSE

- GRENOBLE
Permanence le samedi 16 juin de 15 h à 17 h, Le Tonneau de Diogène, 6, place St-André, salle au fond du bar.
Vente de la presse le samedi 16 juin de 11h15 à 12h15 à l'angle des rues de Bonne et Blanchard.
- LILLE
Permanence le samedi 23 juin à 14 h 30 à la MNEB, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse le dimanche 10 juin de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue Jules Guesde ou de la rue du Marché.
- LYON
Permanence le samedi 23 juin de 18h à 21h, au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins)
Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3° vendredi du mois de 17 h à 18 h et au marché Croix Rousse le 4ème dimanche du mois de 11h15 à 12h15.

MARSEILLE
Permanence le samedi 7 juillet, à partir de 15h, Cafétéria Casino, boulevard Jean Moulin, Métro Timeone-Baille.
Vente de la presse les samedis 16 juin et 7 juillet de 11h30 à 12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES
Permanence le samedi 23 juin à 18h et le samedi 7 juillet à 17 h à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS
Permanence le samedi 30 juin de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy. De plus, le CCI sera présent à la fête de Lutte Ouvrière les 2, 3 et 4 juin.

ROUEN
Vente de la presse le dimanche 10 juin de 11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE
Permanence le vendredi 6 juillet à partir de 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 10 et 17 juin, 1er juillet et 8 juillet au marché aux Puces (place St-Sernin) de 11h à 12h30.

TOURS
Permanence le samedi 30 juin à 18h, 9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

Dernières souscriptions

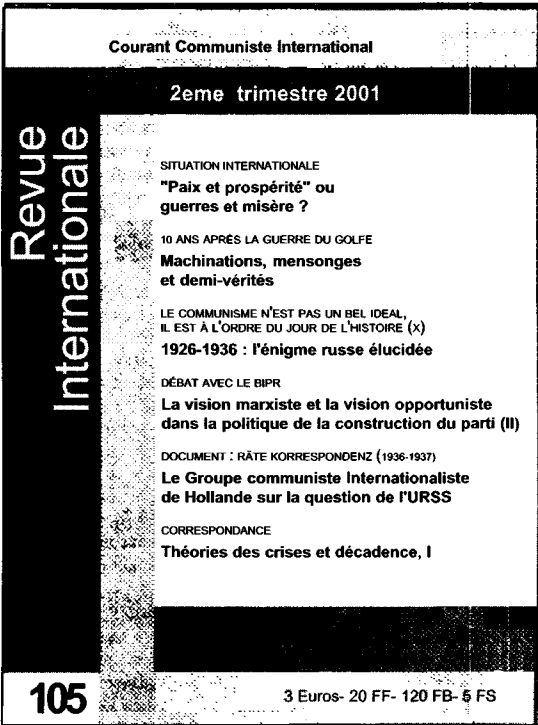
- D (Rouen) : 300. Aly : 200. AL: 640.
- Paris: Permanence du 10 mai : Lio : 50. AL : 50. Réunion publique du 9 mai : JPC : 60. MR : 40. HU : 100. Lio : 70. PR : 50. Gisele : 100.
- Lille: Permanences du 19 mai : L: 15.
- Tours : Permanences et réunions publiques de février, mars et avril : GP : 200. Aboulafia : 400. CB : 170. G : 612. Béatrice : 200. Gildas : 200.
- Nantes : Permanences et réunions publiques de février, mars et avril : Aboulafia : 600. Julie : 400. H : 900.
- Total : 5657

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

- ANGERS : Contact - rue Lepneveu
- BESANCON : Les sandales d'Empédocle - 95, Grande Rue.
- BORDEAUX : Le Roi Lire - rue S^{ie}. Catherine.
- BREST : Maison de la Presse - 64, rue Jean-Jaurès.
- CLERMONT-FD : Le Papyvore - 3, rue de l'Ente. Maison de la Presse - place de Jaude.
- DIEPPE : Maison de la Presse - 102, Grande-Rue.
- DUNKERQUE : Maison de la Presse - 34, rue Poincaré.
- GRENOBLE : Le Sphinx - 6,pl. St André. L'Encre sympathique - 6, rue Saint-Laurent. Tabac-Journaux, passage du Jardin de Ville.
- LAVAL : Point presse Centre C^{al} La Mayenne.
- LE HAVRE : Presse des Halles - 27, place des Halles-Centrales.
- LILLE : Galerie- 57, rue de Béthune. Le Comte de Monte-Cristo - C.commercial V2 Villeneuve-d'Ascq.
- LYON : La Gryphe - 5, rue Sébastien-Gryphe (7°). La Proue -15, rue Childebert (2°). A plus d'un titre - 8 rue Platières (1er).
- MARSEILLE : Odeur du Temps - 35, rue Pavillon (1°).
- MARTIGUES : Librairie Bellevue - 5, Bd Degut.
- MELUN : La Porte Ouverte -19, rue du G^{al}-de-Gaulle.
- MONTAUBAN : Maison de la Presse - rue de la République.
- MONTPELLIER : Librairie Sauramps-Le Triangle - Allée J.-Milhaud.
- NANTES : Vent d'Ouest - 5, pl. du Bon-Pasteur. Maison de la Presse, Cours des 50 otages, 2 pl. de l'Ecluse.
- NICE : Le Temps de Vivre - 50, bd de la Madeleine.
- PARIS : L'Herbe Rouge - 1 bis, rue d'Alésia (14°). La Brèche - 27, rue Taine (12e). Le Point du jour - 58, rue Gay-Lussac (5°). Page 189 - 189, fbg St Antoine (11e).
- SAINT-ETIENNE : Librairie de Paris - rue Michel-Rondet.
- SAINT-NAZAIRE : Le Temps de Vivre - 71, rue Jean-Jaurès.
- TOULON : Hall de Presse - bd M^{al}-Leclerc.
- TOULOUSE : Tabac-Journaux - 8, rue du Poids-de-l'huile. FNAC- 81, bd Carnot. Les Arcades - pl. du Capitole.
- TOURS : Librairie - 104, rue Colbert.

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie "Autographe" - 10 bis, rue Bisson 75020. Directeur de la publication : D. Van Celst. No de Commission paritaire : 54267



La Revue Internationale est également distribuée par les NMPP, n'hésitez pas à la réclamer dans les commerces de presse.

Une classe plongée dans l'ignorance peut se révolter, mais pas faire la révolution

L'éducation a toujours représenté quelque chose d'important pour la classe ouvrière. Dès le début du mouvement ouvrier, l'exigence pour les enfants d'aller à l'école ainsi que des tentatives de prendre en charge leur propre éducation ont existé. Aujourd'hui, chaque fraction de la classe dominante insiste sur ce souci, tout comme sur celui de la santé. En réalité, les intérêts des deux classes fondamentales dans la société restent antagoniques en ce qui concerne l'éducation comme dans tous les autres aspects de la vie.

Pendant toute la période électorale de 1997, les travaillistes britanniques ont promis de faire de l'éducation leur "priorité numéro un" avec le déblocage de dépenses publiques accrues, des classes moins surchargées et un meilleur niveau scolaire. De leur côté, les conservateurs invoquaient le fait qu'ils avaient déjà augmenté les dépenses publiques pour l'éducation de 48% en termes réels et établi de nouvelles normes scolaires nationales pour permettre aux écoles d'améliorer leurs résultats. Les prochaines élections approchant, la surenchère a redoublé, les travaillistes se glorifiant d'un accroissement des dépenses publiques dans ce secteur d'un tiers entre 1998/1999 et 2003/2004 avec en sus 2 milliards de livres sterling injectées pour les établissements scolaires cette année. Les conservateurs ont répondu que les écoles croulaient sous la bureaucratie et que les classes en surnombre avaient en réalité augmenté. Pour ne pas être en reste, les gauchistes ont mis en avant leurs propres promesses qui, dans la mesure où elles ne seront jamais appliquées, se limitent à ce que les gens désirent voir appliqué. Le SWP (Socialist Workers Party), dans son budget alternatif présenté le mois dernier, promet 12 milliards de livres tandis que la Socialist Alliance y va pour 22 milliards, financement assuré par la vente des licences de téléphonie mobile. Toutes ces annonces et promesses ne sont que de la poudre aux yeux pour faire diversion à la véritable préoccupation de la classe ouvrière afin de l'amener à soutenir le système d'éducation établi par la classe dominante pour ses propres intérêts. Elles visent à semer l'illusion que, en dépit de la crise économique, le capitalisme a les moyens de

fournir une éducation à travers laquelle l'individu peut réaliser ses potentialités.

La situation de la classe ouvrière

Au fur et à mesure du développement de la révolution industrielle en Grande-Bretagne à la fin du 18^e et au début du 19^e siècle, la bourgeoisie ne voyait aucune nécessité d'éduquer les ouvriers qui travaillaient pour elle. Ceci est révélé dans les différents rapports officiels établis à cette époque pour le gouvernement. Les enfants non seulement ne savaient ni lire ni écrire mais étaient incapables d'effectuer les opérations mathématiques de base : *"Un garçon, âgé de 17 ans, ne savait pas combien font deux fois deux, combien il y a de farthings (1/4 de penny) dans deux pence et cela même lorsqu'on lui mit les pièces dans la main."* Les connaissances générales étaient tout aussi pauvres : *"Quelques garçons n'avaient jamais entendu parler de Londres... Quelques uns n'avaient jamais entendu le nom de la Reine ou bien des noms comme Nelson, Wellington, Bonaparte... un troisième, âgé de seize ans, répondit brièvement à quelques questions très simples: "Je ne sais rien de rien".* Ces extraits sont tirés du livre d'Engels *La Situation de la Classe Laborieuse en Angleterre* de 1842-1843. Cela l'amène à conclure : *"Comparés au chiffre de la population, les moyens d'instruction sont incroyablement réduits. Les rares cours fonctionnant en semaine, à la disposition de la classe laborieuse ne peuvent être fréquentés que par un nombre extrêmement minimes d'auditeurs et par-dessus le marché ils ne valent rien; les maîtres - ouvriers en retraite, et autres personnes incapables de travailler qui ne se sont faits maître d'école que pour pouvoir vivre - manquent pour la plupart des connaissances les plus rudimentaires, ils sont dépourvus de cette formation morale si nécessaire au maître et il n'existe pas de contrôle public de ces cours.* Il a été estimé qu'en 1839, 41,6% de la population était analphabète, le taux étant considérablement plus élevé parmi les femmes que les hommes. Les dépenses pour l'éducation n'existaient pratiquement pas : Engels fournit un chiffre de 40 000 livres pour 1844 sur un budget ministériel de quelques 55 millions de livres, principalement partagé entre des écoles gérées par l'Anglican Church officielle ou les sectes dissidentes plus petites et

où les préjugés religieux en étaient les thèmes principaux. Beaucoup d'Ecoles du Dimanche refusaient de faire apprendre à écrire, soit parce que c'était considéré comme une activité trop matérielle pour un dimanche ou soit parce qu'on considérait que tout ce qu'un travailleur pouvait demander, c'était la possibilité de lire la Bible. De nouvelles méthodes introduites à cette époque réduisaient l'éducation à n'être qu'un apprentissage par cœur de bribes de 'connaissances' sous forme de questions - réponses mécaniquement énoncées. De ce fait, le taux d'alphabétisation donné par les chiffres cités ci-dessus doit être considéré avec précaution. A cette époque, la bourgeoisie n'était pas assez sûre d'elle - même dans sa capacité à utiliser l'éducation pour contrôler et endoctriner la classe ouvrière et craignait d'étendre le savoir à une classe qui avait déjà montré une tendance à remettre en cause l'ordre établi à la fois en paroles et en actions. Par conséquent, comme l'argumente Engels, la principale forme d'éducation était la force et ce que cela montrait c'était la haine de classe : *"Il n'est donc pas étonnant que les travailleurs qu'on traite comme des bêtes, deviennent vraiment des bêtes, ou bien n'aient pour sauvegarder leur conscience d'homme et le sentiment qu'ils sont des êtres humains que la haine la plus farouche, qu'une révolte intérieure permanente, contre la bourgeoisie au pouvoir. Ils ne sont des hommes que tant qu'ils ressentent de la colère contre la classe dominante; ils deviennent des bêtes dès qu'ils s'accrochent patiemment de leur joug, ne cherchant qu'à rendre agréable leur vie sous le joug, sans chercher à briser celui-ci."*

Les efforts de la classe ouvrière

La classe ouvrière n'est pas restée sans rien faire, attendant que ses supérieurs condescendent à l'éduquer. Elle ne s'opposa pas non plus en général à l'éducation parce qu'elle voulait que ses enfants travaillent.

Tout au long des premières décennies du 19^e siècle, des revendications récurrentes furent faites au parlement pour la réduction de la journée de travail. C'était une pré-condition essentielle si les enfants devaient apprendre le minimum puisque les semaines de travail pouvaient atteindre 72 heures, ne leur laissant ni le temps ni l'énergie pour l'instruction. Entre 1802 et 1833, cinq Lois

du Travail furent votées mais aucun financement ne fut débloqué pour leur mise en œuvre. Il fallu attendre la loi de 1833 créant les Inspecteurs du travail pour que l'âge auquel on pouvait employer les enfants fût élevé et que fût limité leur temps de travail. Le progrès ne fut possible qu'à partir de ce moment. Ceci dit, les propositions étaient assorties de tant de restrictions qu'elles eurent très peu d'effets. Cette loi et les suivantes permirent aux enfants quelques heures de scolarité par jour.

Parallèlement à cette lutte, la classe ouvrière a maintenu et développé une tradition d'auto-éducation. E.P. Thompson dans *The Making of the English Working Class*, décrit des communautés de tisserands où les habitants avaient quelque contrôle sur leur processus de travail et où ils pouvaient entre couper le tissage de moments d'éducation pour leurs enfants et eux-mêmes : *"chaque secteur de tissage avait ses tisserands - poètes, biologistes, mathématiciens, musiciens, géologues, botanistes... il y a des comptes-rendus de tisserands de villages isolés qui apprenaient eux-mêmes la géométrie en écrivant à la craie sur le sol et qui étaient très enthousiastes à discuter le calcul différentiel"* (p.322). Là où ces modes de vie ont été détruits par le développement du système de fabriques, le désir d'éducation émergeait encore parmi les artisans ou les mécaniciens qui étaient le produit direct du nouveau système. Des expressions de cela se voyaient dans l'apparition d'Instituts de Mécanique et de Halls de la Science, dans la prolifération de clubs et dans la publication de nombreux journaux et de brochures. Si cela faisait partiellement écho à l'idéologie bourgeoise du progrès personnel, ils exprimaient aussi un comportement de classe. On pouvait le voir particulièrement avec les journaux politiques qui apparurent et disparurent fréquemment au début du 19^e siècle et qui étaient un pôle de référence pour les discussions de stratégie constitutionnelle ou révolutionnaire. Cela était particulièrement vrai de journaux comme le *Poor Man's Guardian* et surtout, le *Northern Star*. Il était courant pour des groupes d'ouvriers de s'abonner à plusieurs et de lire à haute voix le journal au reste du groupe et d'en discuter. Beaucoup d'ouvriers ont relaté ces faits comme le creuset de leur éducation politique. Sur la question particulière de l'éducation des enfants, les Chartistes s'opposaient

explicitement au contrôle par la classe moyenne et des tentatives furent faites de monter leurs propres écoles.

L'éducation et le mouvement ouvrier

La demande d'éducation a figuré dans pratiquement chaque déclaration programmatique du mouvement ouvrier tout au long du 19^e siècle, de la Ligue des Communistes de 1847 au Programme d'Erfurt du Parti Social-démocrate Allemand en 1891. En 1845, Engels disait que l'introduction d'une éducation généraliste pour les enfants était une des mesures *"qui est susceptible concrètement d'aboutir au communisme"* (Collected Works, vol.4, p.253 - notre traduction) puisque *"un prolétariat éduqué ne sera pas disposé à supporter les conditions d'oppression dans lequel notre prolétariat actuel se trouve"* (ibid., p.254 - notre traduction). Au début du 20^e siècle, les bolchéviks demandaient l'éducation obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans. Cependant, cette revendication ne se limitait généralement pas à réclamer une éducation quantitativement plus importante mais exigeait également une critique du rôle et du contenu de l'éducation dans la société de classe qui allait bien au-delà.

Sous cette critique, existe la reconnaissance que l'humanité dans la société capitaliste s'est auto-aliénée comme résultat de la division du travail au sein de laquelle les intérêts séparés de l'individu s'opposent aux intérêts communs de l'humanité. *"Dès l'instant où le travail commence à être réparti, chacun a une sphère d'activité exclusive et déterminée qui lui est imposée et dont il ne peut sortir ; il est chasseur, pêcheur ou berger ou critique critique, et il doit le demeurer s'il ne veut pas perdre ses moyens d'existence"* ; (Marx et Engels, *L'Ideologie allemande*, Editions Sociales, p. 67/68). Cela est à l'opposé de la société communiste *"... tandis que, dans la société communiste, où chacun n'a pas une sphère d'activité exclusive, mais peut se perfectionner dans la branche qui lui plaît, la société régleme la production de faire aujourd'hui telle chose, demain telle autre, de chasser le matin, de pêcher l'après-midi, de pratiquer l'élevage le soir, de faire de la critique, après le repas, selon mon bon plaisir, sans jamais devenir chasseur,*

(SUITE PAGE 6)

NOS POSITIONS

- * Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.
- * La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.
- * Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.
- * Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La

- classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.
- * Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiters.
 - * Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
 - * Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communiste » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front anti-fasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
 - * Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

- * Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.
- * Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émulation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- * La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- * La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- * L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'uni-

fication des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1889-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.